

Liban : A bas l'intervention de l'ONU et de la France !

Retrait israélien immédiat ! Bas les pattes devant l'Iran et la Syrie !



Addario/NY Times

14 août : Les Libanais reviennent dans les quartiers sud de Beyrouth dévastée par les bombardements israéliens.

Pendant plus d'un mois le Liban n'a été qu'une scène de carnage, de destruction et d'horreur infligés par des bombardements incessants et l'invasion d'une force de 30 000 soldats israéliens. Plus de 1 000 hommes, femmes et enfants ont été massacrés, près du quart de la population a été déplacé, et l'infrastructure du pays a été dévastée. Pendant ces semaines d'horreur les puissances impérialistes, essentiellement les USA et la France, jouaient la montre en espérant qu'Israël aurait le temps d'annihiler le Hezbollah avant qu'elles ne se mettent d'accord sur la formulation d'une résolution de l'ONU. C'était déjà l'objectif de la résolution 1559 de l'ONU qu'elles avaient soumise ensemble il y a deux ans, et qui a conduit à l'offensive israélienne de cet été. Mais le Hezbollah non seulement a survécu à l'attaque, il a infligé des pertes significatives à l'armée israélienne. L'échec de la campagne militaire israélienne, et le renforcement de l'Iran et de la Syrie qui en résulte, voilà ce qu'il y a derrière l'accord final de cessez-le-

feu décidé par l'ONU, et qu'Israël viole de façon répétée. C'est quand il est devenu clair qu'Israël avait des problèmes pour atteindre ses objectifs militaires que les impérialistes ont finalement ouvert la voie au cessez-le-feu.

Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

Au centre de l'accord de l'ONU il y a le déploiement de 15 000 soldats de l'ONU dans le sud du Liban. Après l'annonce par le gouvernement de front populaire italien de l'envoi de 3 000 soldats, Chirac a promis 2 000 soldats français supplémentaires pour l'opération de l'ONU. Ces soldats s'ajouteront aux forces aéronavales françaises déjà en place au Liban, fortes de 1 700 hommes (l'opération « Baliste »), qui d'après des sources militaires resteront sur place pour une durée indéterminée, et qui resteront sous commandement français direct.

Suite page 25



Un article du nouveau numéro de *Spartacist* édition française

« Cronstadt, 1921 : bolchévisme ou contre-révolution »

Nous avons le plaisir d'annoncer la publication d'un nouveau numéro de *Spartacist* (n° 37, été 2006), l'organe du comité exécutif international de la Ligue communiste internationale. Ce numéro peut être commandé à l'adresse de notre journal, séparément (1,50 euro) ou dans le cadre d'un abonnement au *Bolchévick* (3 euros pour 4 numéros du *Bolchévick*, plus *Spartacist*).

Le nouveau numéro de *Spartacist* contient entre autres un article sur Cronstadt, l'île-forteresse gouvernant l'accès maritime à Petrograd (aujourd'hui Saint-Petersbourg), où eut lieu début 1921 un soulèvement contre le gouvernement bolchévique. L'article est basé sur l'ouverture de certaines archives soviétiques il y a quelques années par Eltsine, le prédécesseur de Poutine, qui a dirigé la contre-révolution capitaliste en URSS en 1991-1992. Eltsine lui-même a réhabilité les mutins de Cronstadt, en qui il voyait des précurseurs de sa propre lutte pour détruire l'Etat ouvrier qui avait été établi par les ouvriers russes sous la direction des bolchéviques en octobre 1917, et qui a survécu près de 75 ans malgré sa dégénérescence stalinienne à partir de 1924.

La mutinerie de Cronstadt est, depuis des dizaines d'années, un cheval de bataille des anarchistes qui ont dressé un portrait idyllique d'une « troisième révolution » (après celles de Février et Octobre 1917) correspondant aux principes anarchistes. En fait, les documents découverts ces dernières années, notamment ceux rassemblés dans un ouvrage en russe



en 1999, *la Tragédie de Cronstadt*, dont nous nous sommes servis pour la rédaction de cet article, prouvent une nouvelle fois la version des bolchéviques qui avaient fait remarquer dès le début que ce soulèvement avait été accueilli avec enthousiasme par les contre-révolutionnaires en exil (les « blancs ») et par les puissances impérialistes. En fait, il y avait une conspiration blanche dans la forteresse et, avec le soulèvement, d'anciens généraux tsaristes prirent le commandement des opérations une fois débarrassés de la tutelle des commissaires politiques bolchéviques qui avaient été jetés en prison.

L'article de *Spartacist* fournit une riche documentation. Il montre aussi combien la garnison de Cronstadt, qui avait joué un rôle de premier plan du côté de la révolution en 1917, avait connu un profond renouvellement de ses effectifs. Le soulèvement des marins en 1921 reflétait en fait l'opposition croissante de la paysannerie (dont se composait alors largement la garnison) aux réquisitions de blé qu'avaient pratiquées les bolchéviques dans les campagnes pendant la guerre civile de 1918-1920 pour nourrir les villes. En 1921 la guerre civile touchait à sa fin, et les paysans ne craignaient plus le retour des blancs et des propriétaires fonciers. Si la mutinerie l'avait emporté, non seulement les bolchéviques auraient été écartés du pouvoir, mais l'Etat ouvrier lui-même aurait été détruit ; et c'est pourquoi les contre-révolutionnaires, nullement effarouchés par les discours pseudo-radicaux des anarchistes, soutin-

Suite page 12

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le *Bolchévick* est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP.
 Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.

Libération immédiate de Mumia Abu-Jamal !

Un nouvel appel est déposé

Nous reproduisons ci-dessous un communiqué du Partisan Defense Committee daté du 1^{er} août.

* * *

Le combat pour la libération de Mumia Abu-Jamal entre dans une phase décisive. Journaliste reconnu, ancien porte-parole des Black Panthers, partisan de l'organisation MOVE et opposant farouche à la terreur raciste d'Etat, Mumia a été condamné à mort dans le cadre d'une machination judiciaire après avoir été accusé injustement d'avoir tué Daniel Faulkner, un policier de Philadelphie. Le 20 juillet dernier, Mumia a engagé une procédure en appel devant la Cour d'appel fédérale (troisième circuit) des Etats-Unis à Philadelphie qui, en décembre 2005, avait mis son affaire en délibéré dans le cadre d'une « procédure accélérée ». Les forces de l'Etat capitaliste sont depuis longtemps déterminées à perpétrer le lynchage judiciaire de Mumia qui doit servir d'avertissement à ceux qui contestent la répression raciste des flics, à ceux qui luttent contre les exactions de l'impérialisme US, aux travailleurs qui défendent leurs droits sur les piquets de grève. Le Partisan Defense Committee (PDC) – organisation de défense légale et sociale associée aux marxistes de la Spartacist League – appelle tous les adversaires de l'injustice raciste, et en particulier le mouvement ouvrier, à se mobiliser pour la **libération immédiate** de Mumia !

La vie de Mumia est gravement menacée. Le tribunal devrait décider d'ici quelques mois s'il vivra, mourra ou fera l'objet de procédures judiciaires supplémentaires. Mumia et le procureur ont tous deux fait appel d'un jugement prononcé en 2001 par le juge de tribunal de district William Yohn qui avait annulé la condamnation à mort mais confirmé tous les aspects de cette condamnation par machination judiciaire. La Cour d'appel fédérale a refusé d'examiner les preuves de l'innocence de Mumia, et l'a seulement autorisé à contester trois violations de la Constitution, parmi plus d'une vingtaine, qui ont émaillé cette affaire. Depuis plus de cinq ans, les tribunaux d'Etat et fédéraux refusent de prendre en compte les aveux sous serment d'Arnold Beverly, qui affirme que c'est lui, et non Mumia, qui a abattu Daniel Faulkner. Dans une déclaration authentifiée reproduite dans la brochure du PDC *The Fight to Free Mumia Abu-Jamal – Mumia is Innocent !* [Le combat pour la libération de Mumia Abu-Jamal – Mumia est innocent !], Beverly affirme qu'il avait été engagé pour tuer Faulkner, qui se serait ingéré dans les affaires de prostitution, de jeu d'argent, de trafic de drogue et de corruption de policiers, et que « Jamal n'a rien à voir avec la mort de Faulkner ».

Les tribunaux ont enterré le témoignage de Beverly parce qu'il démontre que l'injustice faite à Mumia n'était pas l'œuvre de quelque flic, procureur ou juge véreux isolé mais le produit d'une « justice » dont l'objectif est de réprimer la classe ouvrière, les minorités et les pauvres pour le compte de



Workers Vanguard

la classe capitaliste au pouvoir. Le combat pour la libération de Mumia doit être mené sur la base que c'est un innocent, la victime d'une machination politique et raciste. La nécessité de se mobiliser sur la base de la compréhension de cette réalité est renforcée par le fait que les aveux de Beverly et les autres preuves de l'innocence de Mumia ne peuvent même pas être examinés dans les tribunaux capitalistes – ceci inclut l'élimination de témoignages et l'intimidation de témoins oculaires par la police et l'accusation, et la fabrication par eux, deux mois environ après son arrestation, d'« aveux » bidons de Mumia.

Les aveux de Beverly ont été quasiment ignorés par les organisations réformistes de gauche, voire ridiculisés par des petits-bourgeois de gauche comme l'écrivain Dave Lindorff. Beaucoup parmi eux s'indignent du traitement infligé à Mumia par les tribunaux, mais voient cela tout au plus comme une « aberration » dans un système judiciaire par ailleurs juste et équitable, et ils considèrent comme absurde l'idée que les flics auraient pu monter une machination pour faire condamner un innocent. Mais pour voir que de telles machinations sont des procédures de routine il suffit de lire un rapport du procureur spécial publié le 19 juillet et qui passe en revue près de **150 affaires** dans lesquelles les flics de Chicago ont utilisé des électrochocs, l'étouffement et la torture pour extorquer des aveux bidons à des « suspects » noirs. Même si ce rapport de Chicago est principalement destiné à limiter les dégâts, il n'en confirme pas moins que la torture était pratique courante, que la hiérarchie policière était au courant, et qu'elle avait félicité les flics qui la pratiquaient. Il existe de multiples preuves qu'à l'époque du procès de Mumia, la police de Philadelphie utilisait des méthodes similaires.

La machination contre Mumia n'était pas seulement raciste – elle avait également des motivations politiques. La police et le FBI avaient Mumia dans leur collimateur depuis sa jeunesse dans les Black Panthers, et ils ont continué leur vendetta quand il s'est fait connaître comme la « voix des sans-voix » pour ses chroniques cinglantes sur le racisme, la pauvreté et la répression – un rôle que Mumia continue à jouer par ses articles depuis le couloir de la mort.

Les trois questions abordées dans le nouvel appel de Mumia concernent le parti pris raciste et politique qui a saturé son procès et ses jugements en appel, démontrant ainsi que Mumia, comme Dred Scott en 1857, n'a aucun droit qu'un tribunal serait obligé de respecter. Une des questions est le parti pris raciste de feu le juge et « roi de la peine de mort » Albert Sabo, membre du Fraternal Order of Police (FOP – Ordre fraternel de la police), qui présidait lors du procès de Mumia en 1982, puis dans les années 1990 aux audiences post-condamnation (PCRA). Les documents présentés au tribunal incluent une déclaration sous serment de 2001 de Terri Maurer-Carter, sténographe du tribunal, qui révèle que pendant le procès elle a entendu Sabo dire « je vais les aider à faire frire ce n---e ». Pendant les audiences de PCRA de 1995, Sabo avait systématiquement rejeté les requêtes présentées par Mumia, avait accepté toutes les objections de l'accusation et avait trouvé que tous les témoins de Mumia n'étaient « pas crédibles ». Sabo a fait emprisonner l'avocate du PDC Rachel Wolkenstein, qui faisait alors partie de l'équipe d'avocats de Mumia, et a déclaré à un autre avocat de la défense, « Maître, la justice n'est qu'un sentiment émotionnel ».

Le dossier présenté au tribunal dénonce aussi le truquage raciste de la sélection du jury fait par le procureur pendant le procès. Exclure les jurés noirs était la politique officielle du bureau du procureur de Philadelphie, codifiée dans une vidéo de formation de 1987 enjoignant aux procureurs de récuser « les Noirs des quartiers à faibles revenus » des jurys parce

qu'ils ont « un ressentiment envers le maintien de l'ordre ». Des études statistiques prouvent que cette pratique s'est poursuivie tout au long des années 1980. Le dossier de Mumia établit que pour son procès « les chances d'être récusé étaient dix fois plus élevées pour une personne noire que pour un Blanc » (souligné dans l'original).

Le troisième motif soulevé par Mumia vise l'argument scandaleux présenté par le procureur dans sa plaidoirie de conclusion, comme quoi le jury devait prendre le risque d'une erreur en condamnant Mumia parce qu'il aurait droit à « appel sur appel ». Cet argument fait manifestement table rase de la règle du doute bien fondé, en disant au jury qu'en cas de doute il devait condamner Mumia. Le dossier de Mumia répond aussi à l'appel de la décision du juge Yohn de 2001 par l'accusation, appel qui vise à revenir sur l'annulation de la condamnation à mort de Mumia. Yohn avait estimé que cette condamnation était inconstitutionnelle parce que le formulaire de condamnation et les instructions données au jury ne permettaient pas aux jurés de considérer librement toutes les « circonstances atténuantes » qui plaidaient contre une condamnation à mort. Ceci n'a pas empêché Mumia de rester pendant tout ce temps dans le couloir de la mort.

L'affaire Mumia, c'est tout ce que la peine de mort représente. C'est un héritage de l'esclavage, et l'arme ultime dans l'arsenal répressif du gouvernement qui vise la classe ouvrière et les opprimés. Le pouvoir capitaliste veut voir Mumia mort parce qu'il voit en lui le spectre de la révolution noire, une voix d'opposition qui défie son système d'oppression raciste. Son fer de lance est le FOP qui à chaque étape a tenté d'intimider les partisans de Mumia.

Le 19 juillet, la veille du dépôt du dossier d'appel de Mumia, plus de 130 avocats britanniques ont rendu publique une lettre au tribunal appelant à annuler sa condamnation. Cette lettre insiste sur le fait que le parti pris flagrant contre

Suite page 11

Prenez part à la campagne pour la libération de Mumia !

Il faut de l'argent pour payer la défense !

Envoyez vos dons à « MRAP solidarité Mumia »,
43 boulevard Magenta, 75010 Paris

Organisez des protestations ! Faites adopter des motions dans votre syndicat, sur votre fac ou dans votre association. Faites que votre syndicat ou votre organisation envoie un don et prenne part aux rassemblements et protestations pour Mumia. Faites connaître son cas dans le journal de votre syndicat ou de votre association.

Faites circuler l'information ! Prenez contact avec le Comité de défense sociale (CDDS) pour obtenir des paquets de notre tract de 4 pages *Mumia est innocent : Libérez Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste !* (2 euros pour 25 exemplaires)

Demandez la nouvelle brochure en anglais (1 euro l'exemplaire) du Partisan Defense Committee (PDC). Cette brochure de 48 pages contient les preuves explosives qui démolissent totalement la machination de l'Etat depuis vingt ans contre ce combattant éloquent pour la libération noire.

Demandez le badge « Free Mumia Abu-Jamal ! Abolish the Racist Death Penalty ! » (1 euro pièce). Commandez la vidéo du PDC « Du couloir de la mort, ici parle Mumia Abu-Jamal » (10 euros le DVD, 15 euros la vidéo).

Pour toute commande, chèques à l'ordre du Comité de défense sociale.

Comité de défense sociale (CDDS)

MBE 168, 108 rue Damrémont, 75018 Paris Tél. : 01 42 08 01 49

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale. Le CDDS est le pendant en France du PDC américain, et la LTF de la Spartacist League/U.S.



Site web du Partisan
Defense Committee :
www.partisandefense.org

Il faut défendre l'Etat ouvrier déformé chinois !

Pour la révolution politique prolétarienne !

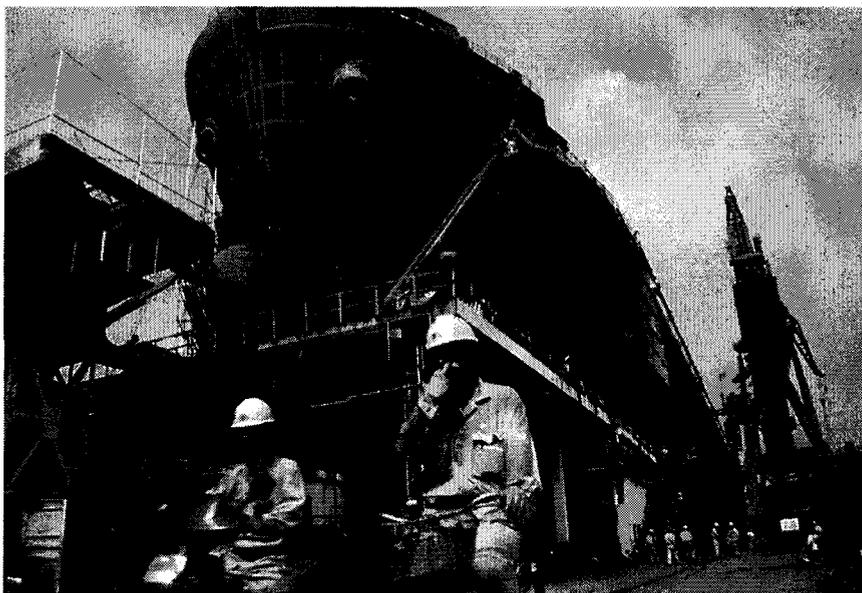
Les « réformes de marché » en Chine

Nous reproduisons ci-après la présentation revue pour publication de notre camarade Xavier Brunoy lors de la journée d'études de la LTF du 24 juin à Paris. Cette présentation s'inspire également de l'article publié dans Workers Vanguard n° 874 et 875 (4 août et 1^{er} septembre).

* * *

L'Union soviétique, le premier et le seul Etat ouvrier mis en place par une révolution ouvrière dirigée par un parti révolutionnaire, le parti bolchévique de Lénine et Trotsky, a été détruite il y a près de 15 ans maintenant. L'Union soviétique, dans sa dégénérescence stalinienne, n'était certainement pas le phare de la révolution mondiale qu'elle avait été sous les bolchéviks de Lénine et Trotsky. Néanmoins, elle constituait un contrepoids aux ambitions sans limite des impérialistes du monde entier. Economiquement, elle démontrait non seulement la possibilité d'une alternative à l'exploitation capitaliste, mais aussi la supériorité d'une économie planifiée. Militairement, elle retenait la main des dirigeants impérialistes, en particulier des Etats-Unis, en les empêchant d'éliminer ceux qu'ils considéraient comme des ennemis à coups d'armes nucléaires. Depuis que le capitalisme a été restauré dans l'ex-Union soviétique, les impérialistes restent fixés comme auparavant sur la destruction des Etats ouvriers déformés qui subsistent – Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord, et la Chine, le plus grand et le plus puissant de ces Etats et l'enjeu majeur. Toutes les puissances impérialistes manœuvrent, par des moyens à la fois économiques et militaires, pour reconquérir la Chine et pouvoir exploiter sans entraves ses millions de travailleurs et de paysans.

La bureaucratie stalinienne chinoise a ouvert la porte sur des régions entières du pays aux impérialistes et à la bourgeoisie chinoise basée à l'extérieur de la Chine continentale. En introduisant de façon agressive des réformes de marché, ce qu'elle appelle le « socialisme avec des caractéristiques chinoises », la bureaucratie érode sérieusement les acquis de la Révolution chinoise de 1949 basés sur le renversement des rapports de propriété capitalistes. Toute une série d'organisations tant en France qu'au niveau international (la LCR et son organisation internationale le Secrétariat unifié, la



Corbis

Le chantier naval d'Etat Hudong à Shanghai. L'Etat ouvrier déformé chinois est le troisième constructeur mondial de navires.

Gauche révolutionnaire et son Comité pour une internationale ouvrière (CIO) sous la direction de Peter Taaffe, etc.) qui avaient hurlé avec la meute de l'anticommunisme de guerre froide pour restaurer la « démocratie » capitaliste en Union soviétique, ont aujourd'hui fait une croix sur la Chine en la déclarant capitaliste. Mais l'histoire n'a pas encore rendu son verdict. La Chine demeure un Etat ouvrier, même s'il était déformé dès le départ. Ma présentation aujourd'hui va expliquer sa nature de classe, et pourquoi il est crucial de gagner la classe ouvrière dans le monde entier à l'idée de défendre militairement de façon inconditionnelle l'Etat ouvrier déformé chinois contre l'impérialisme, ainsi que contre toutes les menaces de contre-révolution capitaliste, qu'elles viennent de l'intérieur de la Chine ou de l'extérieur. Nous comprenons que la caste bureaucratique au sommet de l'Etat ouvrier chinois représente une menace mortelle pour sa survie, et nous sommes pour une révolution politique en Chine, pour renverser la bureaucratie et mettre en œuvre la démocratie ouvrière des soviets, lutter pour la révolution prolétarienne internationale nécessaire et construire le socialisme.

La République populaire de Chine (RPC) est née de la



Burke/Life

L'Armée populaire de libération de Mao entre à Pékin en janvier 1949. La Révolution chinoise a détruit le pouvoir des gros propriétaires fonciers et des capitalistes.

Révolution de 1949 qui, malgré ses profondes déformations bureaucratiques, a été une révolution sociale d'importance historique au niveau mondial. Des centaines de millions de paysans se sont soulevés et ont pris possession de la terre sur laquelle leurs ancêtres avaient été cruellement exploités depuis des temps immémoriaux. La victoire des armées rouges dirigées par le Parti communiste chinois (PCC) sur les forces du Guomindang, qui représentaient la bourgeoisie et les propriétaires fonciers, a détruit l'appareil militaire de l'Etat bourgeois chinois semi-colonial. Avec Chiang Kai-shek, le dirigeant du Guomindang, et sous la protection de l'impérialisme américain, c'est pratiquement toute la bourgeoisie chinoise qui a fui sur la petite île de Taïwan et ailleurs (Hongkong, Singapour, Malaisie, etc.) Le pouvoir des seigneurs de guerre sanguinaires, des usuriers, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie (c'était souvent les mêmes individus) était finalement détruit. Une nation qui depuis un siècle avait été ravagée et divisée par les puissances occidentales était unifiée et libérée du joug impérialiste.

Avec la Révolution de 1949, la création d'une économie collectivisée et centralement planifiée en Chine a jeté les bases d'un énorme bond en avant en termes de progrès social, et a permis à la Chine de s'arracher à une effroyable arriération paysanne. Le nouvel Etat a organisé et garanti la distribution des terres aux paysans et pris le contrôle de l'industrie privée qui restait. Avec l'aide de l'URSS, une industrie lourde d'Etat a commencé à se développer aux côtés de l'industrie privée existante, de même que des infrastructures vitales qui manquaient à la Chine. Après la guerre de Corée, l'industrie privée a été totalement nationalisée. Un monopole d'Etat du commerce extérieur protégeait l'économie socialisée en l'empêchant d'être sapée par des importations bon marché en provenance de pays capitalistes-impérialistes de loin

ouvrier déformé. Selon le modèle de l'URSS de Staline, le PCC a immédiatement établi un monopole en ce qui concerne le pouvoir et l'organisation politique. Ce qui voulait dire que toute activité politique indépendante de la classe ouvrière vis-à-vis du PCC était écrasée, de même que des luttes économiques à la base.

Quand les ouvriers ont pris le pouvoir en Russie en 1917, les dirigeants bolchéviques, Lénine et Trotsky, étaient très conscients de l'arriération économique, sociale, culturelle et politique dans laquelle se trouvait la Russie, et de la pression vers la bureaucratisme que cela représentait. Ils savaient que le seul moyen pour que l'Etat ouvrier survive était de construire le socialisme sur une base mondiale, et dans ce but ils ont créé la Troisième Internationale qui a lutté par tous les moyens pour étendre la révolution au niveau international, en particulier dans les pays capitalistes avancés d'Europe,

Suite page 14



UPI

Troupes chinoises à Kaesong (Corée) en 1951. L'armée chinoise a défendu la Corée du Nord dans la guerre de 1950-1953.

A bas les lois réactionnaires au Canada sur la « majorité sexuelle » !

La croisade anti-sexe des conservateurs vise les jeunes et les homosexuels

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'un article paru dans Spartacist Canada n° 149, été 2006.

* * *

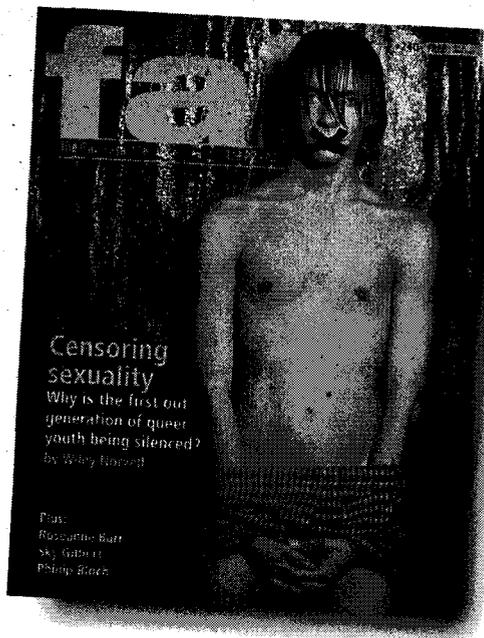
Le sexe, ça fait partie de la vie pour les adolescents, mais si vous avez moins de 16 ans, ce qui était jadis plaisant et légal sera bientôt un crime. Le gouvernement de droite du Parti conservateur, brandissant l'étendard douteux de « sauvons nos enfants », veut faire passer à 16 ans l'âge de la majorité sexuelle, qui était fixé depuis 1892 à 14 ans. Un récent sondage a montré qu'au moins 25 % des jeunes de 14 ans ont eu des relations sexuelles. Mais si Stephen Harper et son ministre de la Justice Vic Toews parviennent à leurs fins, ces jeunes et leurs partenaires deviendront des criminels. En même temps, les conservateurs se sont engagés à abaisser à 14 ans l'âge où un jeune peut être jugé et condamné comme un adulte pour certains crimes. Si ces projets répressifs prennent force de loi, vous serez trop jeune pour avoir le droit d'avoir des relations sexuelles, mais pas trop jeunes pour aller en prison.

Avec une impudente hypocrisie, les conservateurs ont rebaptisé la « majorité sexuelle » « âge de protection ». Harper et Cie ont autant envie de protéger la jeunesse que d'attraper un herpès génital. La jeunesse a besoin d'être pro-



sans crédit

Le Premier ministre Stephen Harper veut intensifier les attaques contre les jeunes, les gays et les femmes. A droite : le magazine gay de Toronto fab (22 avril 2004) proteste contre la répression antipornographie. Etat hors des chambres à coucher !



Active, for Life » [réalistes, actives, pro-vie]), et utilisent ces bigotes anti-homosexuels et anti-avortement pour promouvoir un programme de « gardes d'enfant » bidon qui vise à exclure les femmes du monde du travail et à les faire rentrer à la maison.

Elever l'âge de la majorité sexuelle n'empêchera pas les ados d'avoir des relations sexuelles, mais ça rendra celles-ci beaucoup plus dangereuses et culpabilisantes. Les jeunes auront peur de demander des informations sur la contraception, l'avortement ou des maladies comme le sida. En souffriront particulièrement les jeunes homosexuels, qui pour accepter leur sexualité, recherchent souvent des partenaires plus âgés. Le Canada a l'un des taux de suicide des jeunes les plus élevés au monde ; étant donné l'abjecte homophobie omniprésente à l'intérieur et à l'extérieur des écoles, pas étonnant que les jeunes homosexuels représentent un tiers de ces morts.

Cette offensive contre la sexualité des adolescents est un nouvel avatar de la panique anti-sexe qui depuis 25 ans a déferlé sur l'Amérique du Nord. Dans les années 1980 et 1990, on a fait gober aux gens le mensonge comme quoi il y aurait eu une épidémie d'abus sexuels et de crimes rituels contre des enfants, et qu'un prédateur sexuel était caché derrière le bureau de chaque enseignant. En 1994, l'artiste de Toronto Eli Langer a été traîné devant les tribunaux, accusé de produire de la « pornographie enfantine », avec ses pein-

SPARTACIST CANADA

tégée – contre la classe dirigeante et son appareil d'Etat répressif. Les capitalistes qui nous gouvernent sont les principaux responsables de la maltraitance des enfants dans cette société. Aujourd'hui, un enfant sur six connaît la pauvreté, résultat de la multiplication des licenciements, des attaques antisyndicales et de la destruction des programmes sociaux par les gouvernements provinciaux et fédéraux de toutes tendances.

Harper entend maintenant s'attaquer aux crèches [garderies], qui, en dehors du Québec, sont déjà chères et rares. Son groupe [caucus] parlementaire est infesté d'excités religieux qui pensent que l'homosexualité est un complot pour détruire la famille « traditionnelle » et que les saintes écritures chrétiennes sont vérité scientifique. Attaquer les garderies, supprimer le mariage homosexuel, et maintenant les signes avant-coureurs d'une campagne anti-avortement – voilà le programme des conservateurs. Ils ont même ressuscité l'odieux groupe « REAL Women of Canada » (« Realistic,

tures montrant des enfants ayant des relations sexuelles entre eux et avec des adultes. Et ça ne fait qu'empirer. Des actes privés librement consentis tombent de plus en plus sous le coup de la loi, et des milliers de gens ont été victimes de l'hystérie autour de la pornographie sur Internet. De fausses accusations d'abus sexuels contre des enfants, ou la détention de pornographie enfantine, ont détruit des vies, déchiré des familles et conduit à des suicides.

En avril dernier, on a eu un exemple de la logique mortelle de ce phénomène quand Stephen Marshall, un habitant du Cap Breton obsédé par les « délinquants sexuels », est allé dans le Maine et a assassiné deux hommes dont les noms apparaissent sur des listes de « délinquants sexuels » disponibles sur Internet. Une des deux personnes assassinées par l'apprenti justicier canadien était un homme de 24 ans, William Elliott.

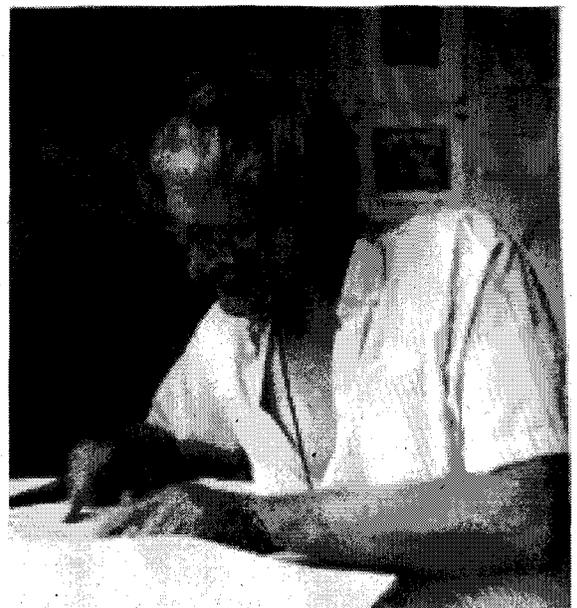
Pour avoir eu des relations sexuelles avec sa petite amie qui était à deux semaines de son seizième anniversaire, l'âge de la majorité sexuelle dans le Maine, Elliott avait été emprisonné quatre mois en 2002. Etiqueté « délinquant sexuel », sa photo et son adresse devaient figurer dans cette liste publique pendant dix ans – et c'est à cause de ça qu'il a été tué. D'une manière très directe, ces assassinats de sang-froid sont le produit de l'hystérie anti-sexe de la bourgeoisie.

L'hypocrisie des « valeurs familiales » est loin d'être le domaine exclusif des bigots du Parti conservateur. L'offensive de Harper contre la sexualité des adolescents prolonge celle du gouvernement libéral qui l'a précédé. Le premier acte du régime de Paul Martin, en 2004, avait été d'introduire la loi C-2 qui, entre autres mesures, créait le crime d'« exploitation sexuelle » qui ne tient aucun compte du consentement. Rêve de chasseur de sorcières, le code pénal dit aujourd'hui que des rapports sexuels entre une personne de moins de 18 ans et une autre « ayant autorité sur elle » est par définition une forme d'exploitation, crime pour lequel la seconde personne pourra passer jusqu'à dix ans en prison.

Même cela n'est pas assez pour Joe Comartin, critique fédéral en matière de justice pour le NPD (Nouveau parti démocratique). Il est favorable à une augmentation de l'âge de la majorité sexuelle, parce qu'il sera plus facile de faire condamner des gens pour le « crime » d'avoir eu de telles relations – et au diable le consentement mutuel ! En 2000, le NPD, qui dirigeait alors la Colombie britannique, a été à l'avant-garde d'une frénésie de chasse aux sorcières dont les



Gosse/Globe and Mail



robinsharpe.ca

Wanda Young, une habitante de Terre-Neuve, a vu sa carrière et sa vie brisées après avoir eu son nom mis sur une liste d'« abuseurs d'enfants » pour avoir écrit dans le cadre de ses études un rapport sur la délinquance juvénile. Pendant des années, John Robin Sharpe (à droite) a été persécuté par une vendetta antipornographie vicieuse de l'Etat.

cibles étaient plusieurs jeunes enseignantes, pour avoir eu des relations librement consenties avec des gens plus jeunes. Et le NPD, comme le Parti conservateur, veut abaisser l'âge auquel les jeunes pourront être jugés comme des adultes, dans leur cas à 16 ans. Préconiser ce genre de mesures réactionnaires est capital pour le rôle de courroie de transmission de l'idéologie bourgeoise dans la classe ouvrière que joue ce parti social-démocrate.

La chasse aux sorcières antipornographie de l'Etat

Parallèlement à la campagne pour réglementer avec qui les gens ont des relations sexuelles, le gouvernement vise aussi à interdire à quiconque ne serait-ce que de lire ou de regarder des représentations d'actes sexuels, particulièrement si ceux-ci impliquent des jeunes. Après de nombreuses années de procès, un habitant de Vancouver, John Robin Sharpe, a été acquitté en 2002 après avoir été accusé de pornographie enfantine pour des œuvres de fiction – des nouvelles et des dessins mettant en scène des jeunes. Sharpe réussit à se défendre en invoquant le caractère artistique de ses œuvres. Comme le faisait remarquer un article publié dans le magazine gay de Toronto *fab*, cette décision est devenue « le parapluie légal sous lequel la première génération de jeunes queers [homosexuels] ont émergé. La possibilité de trouver et de créer des œuvres d'art interrogeant les tabous sexuels [...] est un droit qui a été refusé aux générations précédentes de queers » (22 avril 2004).

Furieux de l'acquittement de Sharpe, le Parti libéral a éliminé l'argument du caractère artistique. Avec l'entrée en vigueur de la loi C-2, l'accusé doit maintenant apporter la preuve que sa création va dans le sens de « l'intérêt général » et a une « finalité légitime ». L'article de *fab* s'interroge : « Que va-t-il donc se passer quand des gamins explorant leur sexualité par le biais de l'art deviendront leurs propres pornographes enfantins ? » Le gouvernement Harper veut interdire même l'échappatoire incertain de « l'intérêt général ». Et après ? Est-ce que les classiques comme *Lolita* de Nabokov

Ligue trotskyste/Trotskyist League

Box 7198, Station A, Toronto,
Ontario M5W 1X8, Canada

tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com

kov et les très nombreux romans torrides sur l'adolescence écrits de nos jours seront jetés au bûcher des censeurs ?

Une certaine inquiétude s'est exprimée dans les médias bourgeois devant l'ampleur massive de la descente de police antipornographie menée par l'Etat. Ces dernières années, des milliers de personnes ont été inculpées – 303 rien qu'en 2002-2003. Cependant, même dans un climat social de chasse aux sorcières, l'Etat n'a réussi à obtenir des condamnations que dans moins de la moitié de ces affaires.

Là nature nécessairement arbitraire des lois contre la « pornographie infantine » permet à l'Etat de piéger presque n'importe qui avec cette accusation humiliante et terrifiante. En avril dernier, des flics racistes de la police des frontières ont fait subir un terrifiant calvaire à Paramjit Singh, un immigré sikh. Pris dans la ligne de mire de deux campagnes répressives de l'Etat, la « guerre contre le terrorisme » raciste et l'hystérie antipornographie, il a été inculpé de détention de pornographie infantine et interdit d'entrer au Canada, tout ça parce qu'il avait quelques photos de son bébé nu sur son téléphone portable. Les inculpations ont été levées, mais une proclamation qui fait froid dans le dos du ministère de la « sécurité publique » insistait que « les images d'un enfant prépubère sont par définition de la pornographie infantine au sens du code pénal ».

Les marxistes sont contre toutes les lois réprimant des « délits sans victimes », comme la prostitution, l'usage de drogues ou la pornographie. Nous rejetons catégoriquement la pratique qui assimile le fait de regarder de la pornographie à des crimes violents comme le viol, les agressions sexuelles et même le meurtre. Nous sommes aussi contre le fait de traiter comme des criminels ceux qui ne font que regarder de la pornographie infantine, qui, comme toute pornographie, est simplement des mots et des images destinées à donner du plaisir. Et puisque nous parlons des différences entre les images et les actes, intéressons-nous aux *actes* de torture sadique et aux violences sexuelles bien réels perpétrés contre les prisonniers d'Abou Ghraïb et de Guantánamo dans le cadre de la politique impérialiste américaine !

L'Etat hors des chambres à coucher !

Depuis le départ, nous avons affirmé notre opposition à l'hystérie anti-sexe. Pour nous, marxistes, le principe qui sert de guide pour ce qui touche aux relations sexuelles est celui du *consentement effectif*, et non de l'âge, des liens de parenté, du sexe, du nombre ou du degré d'intimité. Cela signifie rien de plus et rien de moins que l'accord et la compréhension réciproques, par opposition à la coercition. Tant que les participants sont d'accord pour faire ce qu'ils font quand ils le font, personne, et surtout pas l'Etat, n'a le droit de leur dire qu'ils ne peuvent pas le faire.

C'est un euphémisme de dire que la sexualité est complexe. La société humaine a connu une formidable variété de coutumes et de pratiques sociales et sexuelles, dont certaines pourraient faire hésiter même les plus entrepreneurs d'entre nous. La monogamie va à l'encontre des instincts fondamentaux de notre espèce mammifère ; sa « transgression » constitue un aliment inépuisable pour les tribunaux qui prononcent les divorces et un riche corpus littéraire dans beaucoup de langues.

C'est Friedrich Engels, le plus proche collaborateur de Marx, qui a développé une vision marxiste des relations sexuelles et familiales, qui comme toutes les questions so-



Spartacist Canada

La Ligue trotskyste a participé en 1994 à une manifestation contre une descente de police qui visait l'exposition d'Eli Langer.

ciales sont conditionnées par l'époque, le lieu et les rapports sociaux. Dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (1884), il écrivait :

« Avant que l'inceste eût été inventé (car c'est *bel et bien* une invention, et même très précieuse), le commerce sexuel entre parents et enfants pouvait ne pas être plus repoussant qu'entre d'autres personnes appartenant à des générations différentes ; or, celui-ci se présepte de nos jours, même dans les pays les plus prudhommesques, sans soulever une profonde horreur ; même de vieilles "demoiselles" de plus de soixante ans épousent parfois, si elles sont assez riches, des jeunes gens d'une trentaine d'années. »

Dans le même esprit, nous ne pensons pas que le sexe inter-génération soit par définition un abus, et nous ne pensons pas non plus que l'inceste soit *a priori* un crime qui devrait être puni par l'Etat bourgeois.

La famille, la propriété privée et la bourgeoisie

Si l'on ne comprend pas que l'institution de la famille est un pilier essentiel du maintien du système capitaliste, on ne peut pas appréhender l'obsession irrationnelle et irrépressible de la bourgeoisie pour les questions sexuelles. La famille est l'instrument central de l'assujettissement des femmes (et des jeunes) sous le capitalisme. Sa fonction historique est de transmettre la propriété privée pour « légitimer » les héritiers par la filiation. Cette fonction ne concerne guère les travailleurs, qui généralement n'ont pas grand chose à transmettre. La famille sert aussi de bastion idéologique du conservatisme, qui inculque la soumission aux codes moraux bourgeois et retarde le développement de la conscience sociale.

Tout ce qui dévie de ce régime abrutissant d'« un homme sur une femme pour la vie » est perçu comme une menace. C'est cela qui est au cœur des croisades contre la pornographie, la sexualité des jeunes, la prostitution, l'homosexualité et l'avortement, qui visent à enrégimenter la population et à renforcer la famille, l'Eglise et l'Etat.

Nous sommes contre les lois sur la majorité sexuelle, parce que nous sommes contre l'intervention de l'Etat dans les activités sexuelles privées des gens. Nous n'accordons pas à l'Etat capitaliste le droit de décréter l'âge auquel les jeunes peuvent avoir des activités sexuelles librement

consenties. Soutenir le droit de l'Etat à légiférer en matière de morale, c'est soutenir cet ordre social décadent qui produit des crimes véritablement épouvantables contre les femmes et les enfants.

Ce genre de lois visent aussi à nier la sexualité des jeunes, et en particulier des filles. Comme nous l'écrivions il y a vingt ans dans « Enfants, sexe, chasseurs de sorcières de l'Etat : les usages de l'abus » :

« L'attitude actuelle envers les enfants est liée au mythe de l'asexualité féminine. Tous les enfants sont censés être asexués jusqu'à la puberté, moment auquel on s'attend à ce que les garçons deviennent instantanément sexuellement agressifs. Pas les filles, même après avoir été mariées "comme il convient" à "l'âge approprié". »

– *Women and Revolution* n° 29, printemps 1985

Fondamentalement, il s'agit de préserver la virginité des filles pour le mariage. Aux Philippines et au Mexique, par exemple, la majorité sexuelle est légalement fixée à 12 ans. Cela reflète non pas un régime libéral de liberté personnelle pour les femmes, mais l'opinion de la classe dirigeante que c'est l'âge auquel les filles peuvent être mariées et avoir des enfants.

Parfois – particulièrement entre des jeunes et des adultes plus âgés – il peut être difficile de déterminer ce qui constitue le consentement effectif. Au milieu des années 1990, nous écrivions à propos de l'hystérie sur le « date rape » [confusion délibérée entre les relations sexuelles qu'on regrette et le viol pur et simple] :

« Le consentement est *toujours* teinté par la société où nous vivons. Le consentement devient rien moins que complet quand des attitudes sexistes et des contraintes économiques (quoique exprimées à travers un ensemble complexe de facteurs sociaux qui les rend plus ou moins "acceptables") font que des couples qui ne s'entendent plus restent ensemble. Et étant donné l'enchevêtrement des questions de race, de sexe et de classe dans cette société imprégnée de préjugés, les relations peuvent souvent être émotionnellement marquées par l'exploitation et inégales – mais les qualifier de "crimes" c'est faire intervenir le gouvernement, celui-là même qui perpétue ces préjugés et cette exploitation. »

– « La question du "date rape" : hystérie féministe, chasse aux sorcières anti-sexe », *Women and Revolution* n° 43, hiver 1993-printemps 1994

Ou, pour reprendre la formule du dramaturge irlandais Brendan Behan : « Je n'ai jamais vu une situation catastrophique au point qu'un policier ne pouvait pas la rendre pire. »

Un parti ouvrier, tribun du peuple

La sexualité n'est pas en soi une question politique. C'est la bourgeoisie qui la politise, en persécutant ceux qui ne se conforment pas à ses diktats. Quand cela se produit, un parti marxiste ne peut pas rester silencieux. En luttant pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, nous cherchons à dénoncer et à combattre toute manifestation d'injustice, de violence et de cruauté bourgeoises. Notre défense du droit à jouir de la pornographie et notre rejet des lois sur la majorité sexuelle font partie intégrante de la lutte pour mettre à nu les moyens par lesquels la bourgeoisie maintient son emprise sur les travailleurs.

Il y a près de 30 ans, *The Body Politic*, un journal libéral gay de Toronto, avait été la cible de descentes de police et



Battistoni/CP

Piquet de grève pendant la grève des employés d'hôpitaux de 2004 à Vancouver. Le prolétariat multiracial est renforcé par l'afflux des femmes dans le monde du travail.

d'une répression judiciaire après avoir publié un article controversé intitulé « Les hommes qui aiment les garçons qui aiment les hommes. » La Ligue trotskyste, avec d'autres groupes de gauche, avait participé activement aux manifestations pour défendre *The Body Politic*. Même si le contenu de cet article avait provoqué des polémiques dans certains cercles gays et féministes, le sexe inter-génération n'était pas devenu la question en forme de « bouton rouge » explosif qu'il est aujourd'hui. A l'époque, nos débats politiques étaient largement centrés sur la lutte pour une perspective marxiste, ouvrière, par opposition à la politique sectoraliste préconisée par beaucoup d'activistes de la libération gay.

Mais les effets de plus de deux décennies de guerre idéologique et de répression d'Etat ont profondément pénétré la société. NAMBLA (North American Man-Boy Love Association), qui défend le droit au sexe inter-génération, est persécutée et pourchassée. Que presque personne dans la gauche en dehors de notre organisation ne la défende permet de mesurer à quel point les groupes soi-disant « socialistes » se sont profondément adaptés à la réaction bourgeoise sur le thème des « valeurs familiales ». Le refus des groupes gays et des défenseurs des droits des gays à défendre un groupe vulnérable comme NAMBLA est à la fois lâche et suicidaire ; il n'y a pas si longtemps, l'homosexualité était considérée comme un crime, ou au mieux comme une pathologie.

Dans les chasses aux sorcières, ceux qui osent défendre les sorcières sont eux-même voués aux gémonies. « Seuls des fabricants de pornographie infantine, des maquereaux, des voyeurs sur Internet, des abuseurs d'enfants et ceux qui sont impliqués dans le tourisme sexuel infantin se mobiliseront contre le projet de législation sur la majorité sexuelle » – voici comment la Presse canadienne (19 avril) rapporte la position d'une organisation antiprostitution, Beyond Borders [Au-delà des frontières]. Pour avoir défendu NAMBLA contre l'Etat, nous avons été traités d'« abuseurs d'enfants » par des maoïstes, des pseudo-trotskystes et d'autres groupes de gauche réformistes qui défendent les « valeurs familiales ». Comme les marionnettistes bourgeois qui les manipulent, ces groupes confondent délibérément activités sexuelles librement consenties et abus ignobles. Leur ralliement à la « morale » bour-

geoise reflète une loyauté fondamentale, même si elle est masquée par la rhétorique, vis-à-vis de l'ordre social actuel.

Il est tout à fait dans l'intérêt des travailleurs de s'opposer à l'offensive (actuellement menée par les conservateurs) contre la sexualité des jeunes, des femmes et des gays. Au cours des dernières décennies, le besoin de main-d'œuvre des capitalistes, combiné aux nécessités économiques, a fait sortir un nombre sans précédent de femmes du foyer vers le monde du travail. Ceci a provoqué un retour de flammes réactionnaire. Nous luttons pour l'intégration complète des femmes dans le monde du travail, et pour cela les travailleurs ont désespérément besoin de garderies gratuites, de qualité et ouvertes 24 heures sur 24. Au lieu de ça, on procède à des coupes sombres dans les programmes existants, indigents et inadéquats, laissant ainsi aux travailleuses le « choix » de payer au prix fort pour faire garder leurs enfants ou de rester à la maison pour s'occuper d'eux, et par conséquent de vivre dans la misère. Dans l'un ou l'autre cas, elles sont bombardées d'histoires effrayantes comme quoi leurs enfants courent un danger mortel d'être la proie de violeurs, d'abuseurs sexuels d'enfants satanistes ou de trafiquants de drogue. Tout cela vise à tourmenter les femmes en les culpabilisant parce qu'elles confient leurs enfants à des « étrangers » pendant qu'elles sont au travail.

La révolution socialiste jettera les bases du remplacement de la famille et de la pleine intégration des femmes dans la production sociale. Cela seulement rendra possible la libération des femmes. C'était le programme du Parti bolchévique de

V. I. Lénine et de L. D. Trotsky, qui en 1917 a amené la classe ouvrière au pouvoir dans la Russie tsariste. Le régime bolchévique des premières années a fait tout ce qu'il pouvait pour réaliser les promesses de l'émancipation des femmes en adoptant des mesures qui allaient dans le sens de la socialisation des fonctions privées de la famille. Mais il lui manquait les ressources matérielles pour que cela devienne réalité dans une Russie arriérée et appauvrie, dévastée par la guerre civile et l'intervention impérialiste. Parmi ces premières mesures figuraient la légalisation de l'avortement et de l'homosexualité, et la transformation du divorce en une simple procédure civile.

Une vraie violence est perpétrée contre les femmes et les enfants sous ce système de classes brutal. L'humiliation et la déshumanisation (qui imprègnent les relations sexuelles comme tout le reste) sont enracinées dans la nature de cette société et l'exploitation du travail. L'aliénation sociale d'un système dans lequel la grande masse des gens doivent vendre leur force de travail pour enrichir une infime minorité est aggravée par des inégalités institutionnalisées de race, de nationalité et de sexe. Pour créer des relations authentiquement libres et égales entre les personnes dans tous les domaines, y compris le sexe, il faudra rien moins que la destruction de ce système de classes et la création d'un monde communiste. Dans une société sans classes, les contraintes sociales et économiques qui pèsent sur les relations sexuelles cesseront d'exister, et pour reprendre la formule de Friedrich Engels, « il ne restera plus d'autre motif que l'inclination réciproque ».

Mumia...

Suite de la page 4

Mumia doit être vu « à la lumière du désastre de l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans, quand les téléspectateurs du monde entier ont été témoins d'un étalage sans précédent de racisme à une échelle massive, permis (certains diront autorisé) par le gouvernement américain ». La National Lawyers Guild [Association nationale des avocats] et le Legal Defense and Educational Fund [Fondation pour l'éducation et la défense légale] de la NAACP [Association nationale pour l'avancement des gens de couleur] vont déposer un *amicus curiae* [plaidoyer d'une tierce partie] en faveur de Mumia.

La machination contre Mumia Abu-Jamal est une leçon de choses sur le caractère de classe de l'Etat capitaliste – essentiellement les flics, les tribunaux, les prisons et l'armée –, qui est un appareil de violence utilisé pour préserver la domination bourgeoise en réprimant la classe ouvrière et les opprimés. Des millions de personnes, mobilisées dans un mouvement international, ont retenu la main du bourreau en 1995, après la signature du premier ordre d'exécution de Mumia. Mais ce mouvement a été systématiquement démobilisé par les organisations réformistes qui ont adapté leurs appels à la gauche « classique », à ceux qui voyaient dans l'affaire Mumia une « erreur judiciaire » qui pourrait être réparée si seulement il obtenait un nouveau procès, un procès « juste ». Comme le déclarait au début de cette année Rachel Wolkenstein dans une allocution publiée dans *The Fight to Free Mumia Abu-Jamal* :

« Cela signifiait lier la défense de Mumia à ce qu'accepteraient les politiciens du Parti démocrate, comme la nécessité d'un nouveau procès pour rendre plus présentable l'image créée par le procès et les audiences de PCRA indiscutablement entachés de parti pris raciste de Sabo. Cela signifiait nier la vérité sur

l'Etat capitaliste et sa vendetta contre les militants noirs, le fait que le COINTELPRO ait pris Mumia pour cible, les attaques meurtrières contre l'organisation MOVE.

« En appeler à "l'opinion publique" [de gauche] signifiait aussi l'ambiguïté sur la question de l'innocence de Mumia – et de savoir s'il vit ou s'il meurt, s'il est enterré vivant ou ressort libre – du moment qu'il y a un nouveau procès. Cela signifiait rejeter les raisons mêmes pour lesquelles des millions de gens, dans le monde entier, ont pris fait et cause pour Mumia : parce qu'ils sont révoltés par l'injustice inhérente au capitalisme – la pauvreté, les discriminations raciales et ethniques, la guerre. Beaucoup de gens s'identifiaient au combat de Mumia contre le "système", et pour la justice pour toute l'humanité. »

Tous les recours judiciaires doivent être exploités en faveur de Mumia. Mais Mumia lui-même a déclaré à *l'Humanité* (25 avril), le journal du Parti communiste français, qu'il avait « très peu d'espoir en une décision favorable » de la part du tribunal du troisième circuit. Depuis qu'il a pris fait et cause pour Mumia en 1987, le PDC n'a cessé de mettre en garde contre toute illusion dans la « justice » bourgeoise, et nous plaçons *tous* nos espoirs dans la mobilisation de la puissance sociale de la classe ouvrière et des opprimés pour défendre Mumia. S'il est victorieux, le combat pour libérer Mumia, comme l'explique Wolkenstein, « sera un coup porté à la campagne "antiterroriste" du gouvernement et à la liquidation des droits démocratiques. Il fera prendre conscience au mouvement ouvrier de sa propre puissance. Le combat pour Mumia est le combat pour la libération des Noirs, pour la libération de nous tous, il fait partie intégrante de la lutte pour la révolution socialiste. »

Nous devons nous mobiliser maintenant, et le combat pour Mumia doit devenir une fois encore le cri de ralliement contre le « lynchage judiciaire » raciste, contre l'oppression des Noirs, contre la répression gouvernementale. **Libérez Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste !**

Cronstadt...

Suite de la page 2

rent à fond la rébellion. Les bolchéviks durent donc réprimer le soulèvement, et ils introduisirent un certain nombre de concessions à la paysannerie, conçues comme des mesures temporaires, connues sous le nom de la NEP (Nouvelle politique économique), avec la réintroduction de certains mécanismes de marché.

Pour de nombreux militants anarchistes la répression de Cronstadt, qu'ils attribuent à Trotsky, alors chef de l'Armée rouge, représente la preuve qu'il était, soi-disant, un bourreau du même type que Staline. Peu leur importe que Trotsky n'ait pas pris part directement à la répression (même s'il a toujours soutenu qu'elle était nécessaire) : ils s'acharnent, notamment depuis 1938, contre Trotsky en particulier car c'est lui, et lui seul, qui avait dénoncé la collusion des anarchistes avec les staliniens pendant la guerre civile espagnole, où les anarchistes avaient participé avec ces derniers au gouvernement capitaliste de front populaire qui a pavé la voie à la victoire de Franco.

L'implication des blancs dans le soulèvement de Cronstadt est connue depuis longtemps (un historien pro-anarchiste sérieux, Paul Avrich, en a publié des preuves dès les années 1970 ; son ouvrage, *la Tragédie de Cronstadt 1921*, est disponible en français). Le fait que cela ne gêne pas les anarchistes est en soi révélateur qu'en dernier ressort, entre la dictature capitaliste (qu'elle soit « démocratique » ou blanche) et la dictature du prolétariat (que ce soit la démocratie prolétarienne révolutionnaire de Lénine et Trotsky, ou que ce soit un Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré ou déformé avec une caste parasitaire staliniennne), ils ont choisi leur camp, et c'est la dictature de la bourgeoisie, pas celle du prolétariat.

Les anarchistes : de Cronstadt aux commandos de la CIA en Bulgarie

Le fait qu'en 1921 les anarchistes se soient retrouvés avec des gardes blancs contre le pouvoir bolchévique n'est ni une aberration ni un cas isolé. Il y a deux ans *les Temps maudits* (n° 20, octobre-décembre 2004 – revue de la Confédération nationale du travail) publiaient un article sous le titre « Les parachutistes méconnus 1953-1954/2003-2004 » en l'honneur d'un groupe d'anarchistes bulgares dirigés par un certain Ivan Ratchev en 1953, à une époque où la Bulgarie, un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, faisait partie de la zone soviétique :

« Ivan Ratchev prépara des camarades de sa région et prit contact avec la CIA, qui les entraîna pour une mission consistant à être parachutés avec du matériel radio pour émettre de la propagande pro-nord-américaine, avant d'être ramenés en zone libre. »

Les anarchistes considéraient le bolchévisme comme « le mal et l'ennemi n° 1 », et sur cette base ils se sont tout simplement mués en agents spéciaux de la CIA ! Le plus remarquable dans cette affaire c'est que les anarchistes d'aujourd'hui considèrent de tels traîtres comme leurs et en saluent l'« héroïsme » ! *Les Temps maudits* citent un certain Baï Ivan qui fournit l'explication théorique à cette trahison :

« Mais afin de ne pas trahir notre propre mouvement et aller contre les intérêts de la classe ouvrière et du peuple, nous ne devons à aucun moment oublier que la dictature bolchevique est bien souvent pire et plus dangereuse que la démocratie sociale (bourgeoise) et socialiste et que si, pendant cette nouvelle guerre [c'est l'époque de la guerre froide et de la guerre de Corée], le bloc démocratique gagne, nous pourrions éditer nos

bulletins et nos livres, nous pourrions penser, parler, nous organiser et combattre non seulement le futur bolchevisme et le futur fascisme, mais la démocratie elle-même ; [...] nous commettons une trahison répugnante et un crime horrible, si nous oublions que la démocratie, en dépit de ses énormes insuffisances organiques, doit être préférée (!) à la dictature bolchevique et à la tyrannie. »

On ne sait pas si les anarchistes bulgares pensent et parlent aujourd'hui, mais le résultat de la contre-révolution capitaliste en Bulgarie c'est la dévastation du pays, sa transformation en une réserve néo-coloniale de chômeurs pour les impérialistes d'Europe de l'Ouest, et la résurgence des pogromes racistes contre les Roms. Plus généralement la « pensée » de la classe ouvrière dans le monde, au sens de son niveau de conscience politique, a subi en conséquence de la contre-révolution un profond recul du fait de la campagne mensongère sur la « mort du communisme ». Et il en va de même dans toute l'Europe de l'Est et dans l'ex-URSS. Nous, trotskystes, avons lutté de toutes nos forces contre la restauration du capitalisme en Europe de l'Est et en URSS en 1989-1992. Notre lutte pour une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie staliniennne avait pour prémisses fondamentales la défense militaire inconditionnelle de l'URSS, de même qu'aujourd'hui nous défendons la Chine, ainsi que la Corée du Nord, Cuba et le Vietnam contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste.

Les pseudo-trotskystes français et Cronstadt

Hier comme aujourd'hui Cronstadt demeure un test clé pour ceux qui se réclament de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire ceux qui veulent renverser l'Etat de la bourgeoisie et le remplacer par un Etat ouvrier, comme le premier pas vers une économie socialiste planifiée internationalement. Assurément tel n'est plus le cas de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de Krivine-Besancenot qui y a formellement renoncé lors de son congrès de 2003. Lorsque Daniel Bensaïd, l'un de ses principaux dirigeants depuis les années 1960, a été chargé d'écrire la réponse de la LCR au *Livre noir du communisme* fin 1997, il n'a pas oublié dans ses multiples concessions au *Livre noir* d'insérer une remarque sur « la désastreuse répression de Cronstadt ». Pour le reste nous avons démolé la brochure social-démocrate de Bensaïd dans un article publié dans *Spartacist* édition française n° 32 sur le *Livre noir*.

La question de Cronstadt a resurgi en 2001 lors du 80^e anniversaire de la rébellion. Léonce Aguirre, un dirigeant de l'une des ailes droites de la LCR, a écrit un article dans *Rouge* du 29 mars de cette année-là déclarant qu'il n'était pas suffisant de dire que la répression était « une erreur », et déclarant que « le parti bolchévique a toujours été méfiant à l'égard des soviets ». Aguirre dénonçait les milliers d'exécutions arbitraires de la Tchèque, etc. Cela a alors provoqué dans le courrier des lecteurs de *Rouge* une réaction de Jean-Michel Krivine, faisant remarquer qu'adopter une telle position mettrait la LCR en dehors du mouvement trotskyste – ce qui ne manque pas de piquant : ce sont Michel Pablo et Ernest Mandel, les grands-parents de la LCR, qui ont détruit la Quatrième Internationale de Trotsky en 1951-1953. Pour faire bonne mesure la lettre de Krivine est insérée entre deux autres lettres dont l'une reproche même à Aguirre de ne pas être allé assez loin dans la capitulation aux préjugés anticommunistes des anarchistes.

Un mois plus tard Galia Trépère donnait dans *Rouge* la version gauche de la même chose, où il est dit que l'altern-

tive qu'avaient les bolchéviki à Cronstadt c'était d'« abandonner le sort de la révolution et les masses russes à la réaction ». Mais à aucun moment Trépère ne se prononce explicitement pour la répression de la rébellion ; Trépère parle de la guerre civile espagnole en épargnant les anarchistes, et termine en disant que l'actualité du bolchévisme ce n'est pas de lutter pour « prendre le pouvoir ». Trépère, évitant de parler de révolution prolétarienne ou de dictature du prolétariat, précise que « prendre le pouvoir » n'est qu'un « objectif encore lointain », et qu'aujourd'hui le bolchévisme c'est de créer des « comités de grève ou toute autre forme d'organisation autonome de la classe des salariés ». Sauf précisément un parti ouvrier léniniste d'avant-garde !

L'historien Jean-Jacques Marie, associé au PT de Pierre Lambert, a publié l'année dernière un gros livre, *Cronstadt*, qui se prétend une histoire objective de la mutinerie. Marie critique implicitement dans son livre l'article d'Aguirre, mais pas celui de Trépère. Contrairement à ce que prétend Jean-Jacques Marie, qui voit des contradictions entre les déclarations des différents participants à la mutinerie et donne ainsi à penser qu'on ne peut pas vraiment savoir ce qui s'est passé, l'article que nous publions dans *Spartacist* souligne la cohérence entre ce que racontaient les mutins interrogés par la Tchéka après la révolte, et ce que racontaient les mutins qui s'étaient enfuis et mis sous la protection des gardes blancs et des impérialistes : cette cohérence renforce la crédibilité de tout ce qu'ont dit les bolchéviki sur la question.

Jean-Jacques Marie cite un certain nombre de documents montrant qu'il y avait un complot contre-révolutionnaire à Cronstadt, mais il prétend qu'il n'y a aucune preuve que les comploteurs aient eu quoi que ce soit à voir avec la rébellion, comme si celle-ci avait été spontanée et s'était déclenchée indépendamment d'eux, et qu'ensuite les comploteurs gardes-blancs s'étaient fondus dans la base des marins insurgés. Marie dit par exemple, en faisant référence au document du « blanc » Tseidler publié par Avrich il y a plus de 30 ans :

« L'évocation d'un soutien du gouvernement français et de l'armée de Wrangel [un général blanc], auxquels les insurgés manifesteront une vive hostilité, suggère que le "groupe d'organisateur énergiques", dont Tseidler souligne la cohésion, n'est pas le groupe de marins qui déclenchera l'insurrection, mais un groupe d'anciens officiers tsaristes en service dans la flotte. Si

les marins n'ont pas tenté de différer l'explosion jusqu'à la fonte des glaces, c'est qu'ils n'étaient pas les auteurs du plan cité par Tseidler et n'en savaient rien. Mais ce plan, quoique inappliqué, existait bel et bien. »

Dans notre article nous expliquons pourquoi les mutins avaient déclenché l'insurrection plus tôt que prévu, et nous soulignons que les officiers tsaristes avaient repris la main en collusion avec les gardes blancs dans l'état-major de la rébellion. Nous parlons notamment du baron Vilken, ancien commandant à poigne du *Sébastopol* que les marins avaient voulu jeter dans la chaudière lors de la révolution en 1917. Ce baron était arrivé après le début du soulèvement dans la délégation de la Croix-rouge russe venue de Finlande, et il est resté à Cronstadt jusqu'à l'assaut final. Marie déclare : « Vilken reste dans l'île pour des motifs politiques mais on ne sait ce qu'il y fait. » Marie dit qu'il ne sait pas, mais les lecteurs de *Spartacist* sauront : Vilken a demandé au Comité révolutionnaire provisoire de se prononcer pour une Assemblée constituante capitaliste, et il a pour l'essentiel été membre *de facto* de la direction opérationnelle du soulèvement aux côtés de Petritchenco et de l'état-major. Il n'est pas étonnant que Marie escamote largement le rôle des blancs dans le soulèvement : les lambertistes, qui sont installés partout dans la bureaucratie syndicale de Force ouvrière, ont escamoté aussi le financement par la CIA de FO et des contre-révolutionnaires polonais de Solidarność au début des années 1980 – parce que les lambertistes les soutenaient aussi (voir *le Bolchéviek* n° 59, décembre 1985) ! Avec son livre Marie donne un vernis « scientifique » et même « trotskyste » aux falsifications des anarchistes. Comme nous l'écrivons en conclusion de l'article de *Spartacist* :

« Ce que la bourgeoisie et ses plumitifs, des menchéviki à Infoshop, ne peuvent pas pardonner, c'est que Lénine et Trotsky ont effectivement pris des mesures décisives contre la mutinerie de Cronstadt. Le prolétariat a une dette éternelle envers les 1 385 soldats et combattants de l'Armée rouge qui ont donné leur vie pour défendre le jeune Etat ouvrier, et aux 2 577 d'entre eux qui ont été blessés. Les preuves historiques toutes fraîches rassemblées dans *la Tragédie de Cronstadt* constituent un réquisitoire sans appel contre les laquais de la contre-révolution qui ont cherché à salir ces martyrs révolutionnaires. »

Commandez votre numéro de *Spartacist* sans tarder ! ■

Campagne d'abonnement au *Bolchéviek*

Du 9 octobre au 12 novembre

3 euros pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist* et en cadeau d'abonnement : notre brochure

Marxisme contre anarchisme – De 1848 à la Révolution bolchévique* ou un ancien numéro de *Spartacist



Nom _____ Tél _____
 Adresse _____ CP _____
 Ville _____ Pays _____

France: 3 euros
 Europe: 4,50 euros
 Hors Europe: 6 euros
 Canada : 5 \$Cdn

Chèques à l'ordre de la SEDI
 Ecrire à la SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Chine...

Suite de la page 6

comme l'Allemagne ou la Grande-Bretagne. Cependant, l'échec de la révolution internationale, notamment la défaite de la révolution allemande en octobre 1923, et l'isolement croissant de la jeune république soviétique allant de pair avec la dévastation infligée au pays par la Première Guerre mondiale puis la guerre civile, tout cela jeta les bases matérielles de la croissance du bureaucratisme nationaliste. A partir de 1923-1924 l'Union soviétique fut l'objet d'une dégénérescence bureaucratique nationaliste sous le règne de plus en plus despotique de Joseph Staline. Le programme révolutionnaire internationaliste prolétarien du bolchévisme fut répudié en faveur de la « théorie » profondément antimarxiste que l'on pouvait construire le socialisme dans un seul pays, et qu'il pourrait « coexister pacifiquement » avec l'impérialisme mondial.

L'utopie réactionnaire du « socialisme dans un seul pays »

Le vrai crime de la bureaucratie – hier comme aujourd'hui, en URSS comme en Chine –, c'est qu'avec sa politique d'essayer d'apaiser l'impérialisme avec des concessions elle a aidé à perpétuer et à renforcer le système capitaliste à l'échelle mondiale. Sous Mao comme sous son successeur Deng, la Chine était une composante importante de l'alliance contre l'URSS. Les staliniens chinois portent une responsabilité directe et importante dans la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS, une défaite historique pour le prolétariat international. En définitive, c'est seulement par le renversement du pouvoir de classe capitaliste au niveau international, et en particulier dans les centres impérialistes d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest et du Japon, que la modernisation de la Chine pourra être réalisée, dans le cadre d'une Asie socialiste.

Dans la période post-soviétique le régime du PCC a continué à s'accommoder aux intérêts et aux aspirations de l'impérialisme américain. Ainsi Hu Jintao et Cie ont soutenu la « guerre contre le terrorisme » de Bush, la justification politique des USA pour l'invasion et l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan et pour ses menaces actuelles contre l'Iran, un des principaux fournisseurs d'énergie de la Chine.

Pékin collabore aussi avec Washington et Tokyo pour sponsoriser les « négociations » visant à mettre fin au développement d'armes nucléaires par la Corée du Nord, malgré le fait que tout affaiblissement de l'Etat ouvrier déformé nord-coréen face au militarisme impérialiste se retournerait contre la Chine. Face à la domination nucléaire globale sans partage de l'impérialisme US, la seule garantie significative de souveraineté que puisse avoir une nation aujourd'hui, c'est qu'elle possède une dissuasion nucléaire crédible, comme le soulignent les menaces impérialistes contre le programme nucléaire de l'Iran (voir notre article dans *le Bolchévik* n° 175, mars). La Corée du Nord déclare qu'elle a développé des armes nucléaires, et le missile Taepodong-2 pourrait s'avérer crucial pour que ces armes puissent atteindre leur cible. De telles armes sont nécessaires pour dissuader les impérialistes d'attaquer, et pour défendre l'Etat ouvrier, un acquis historique de la classe ouvrière internationale.

Le « socialisme dans un seul pays » signifie rejeter partout ailleurs la possibilité d'une révolution socialiste. La Chine de Mao était au début des années 1960 l'inspiratrice principale du Parti communiste indonésien (PKI), à l'époque le plus fort

parti communiste du monde capitaliste. Le PKI prêchait l'« unité nationale » avec les nationalistes bourgeois au pouvoir, les autorités musulmanes et les officiers de l'armée. Il avait interdit des grèves, réprimé des protestations paysannes et prêché la confiance dans le président Sukarno et ses généraux. Cette abjecte collaboration de classes, loin d'être la première étape « démocratique » de la révolution, pava la voie à un coup d'Etat militaire en 1965 et un bain de sang où plus de 500 000 communistes, travailleurs et membres de la minorité chinoise furent massacrés – sans même une protestation de la Chine maoïste.

Le « socialisme dans un seul pays » rejette en particulier la possibilité d'une révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés dans la prochaine période historique (un rejet partagé par nos opposants réformistes). Ce dogme stalinien-maoïste du « socialisme dans un seul pays » est l'antithèse de la perspective trotskyste de la modernisation de la Chine dans le contexte d'une économie socialiste intégrée et planifiée internationalement, résultant de la révolution socialiste dans les centres impérialistes. Cette perspective est pourtant *la seule* voie pour la libération complète des masses ouvrières et paysannes chinoises.

La nature de classe de l'Etat ouvrier déformé chinois

Comment était-il possible que le PCC, qui ne devait pas avoir plus de 5 % d'ouvriers dans ses rangs, et qui s'appuyait sur la paysannerie et des intellectuels petits-bourgeois, ait pu détruire l'Etat de la bourgeoisie chinoise et mettre en place une économie planifiée et un Etat ouvrier, même bureaucratiquement déformé ? De 1945, quand l'impérialisme japonais s'est effondré, à 1949, le PCC et Mao ont essayé à plusieurs reprises de négocier avec Chiang Kai-shek. C'est en fait l'intransigeance de Chiang Kai-shek et de la bourgeoisie chinoise qui a en quelque sorte obligé Mao et le PCC à faire la révolution. Dans la « Déclaration de principes de la Spartacist League » en 1966, nous caractérisions de la manière suivante ces révolutions dirigées par des forces de guérilla petites-bourgeoises après la Deuxième Guerre mondiale :

« Dans certaines conditions, à savoir : l'extrême désorganisation de la classe capitaliste dans le pays colonial et l'absence d'une classe ouvrière luttant en son propre nom pour le pouvoir social, des mouvements de ce genre peuvent supprimer les relations de propriété capitalistes, mais ils ne peuvent pas porter la classe ouvrière au pouvoir politique. Ils créent plutôt des régimes bureaucratiques et anti-ouvriers qui empêchent le développement de ces révolutions vers le socialisme. »

– *Spartacist* édition française n° 7, automne 1974

Nous parlons pour la Chine d'un Etat ouvrier déformé, une forme de la dictature du prolétariat. Pour les marxistes, l'Etat, ce sont des détachements d'hommes armés (la police, l'armée, les matons, les juges) chargés de défendre et protéger la classe qui dirige la société, et les intérêts de cette classe dirigeante, contre la classe dominée. Marx avait développé le concept de dictature du prolétariat pour expliquer une société post-révolutionnaire toujours caractérisée par l'inégalité et la pénurie économiques, une société avec des salaires différenciés et un appareil d'Etat coercitif. Dans sa *Critique du programme de Göttingen* Marx dit :

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat*. »

De plus Trotsky, dans « Un Etat non ouvrier et non bourgeois ? », explique à propos de l'URSS (dans *Défense du marxisme*) : « La nature de classe de l'Etat se définit en conséquence, non pas par ses formes politiques, mais par son contenu social, c'est-à-dire par le caractère des formes de propriété et des rapports de production que l'Etat en question protège et défend. » Trotsky polémiquait contre ceux qui refusaient de défendre l'URSS sous prétexte de sa bureaucratisation stalinienne. Et il ajoutait : « En revanche un régime qui préserve la propriété expropriée et nationalisée contre l'impérialisme, cela c'est, indépendamment des formes politiques, la dictature du prolétariat. » Ceci s'applique très bien non seulement à l'URSS de Staline mais aussi à la Chine de Mao.

Quand on dit « défense inconditionnelle de la Chine », nous voulons dire la même chose que ce que voulait dire Trotsky pour l'URSS : « nous ne posons aucune condition à la bureaucratie. Cela signifie que, indépendamment des motifs et causes de la guerre, nous défendons les fondements sociaux de l'URSS si et quand ils sont menacés par l'impérialisme » (Trotsky, *Défense du marxisme*). Mais nous ne donnons absolument aucun soutien politique à la bureaucratie stalinienne, ni dans sa politique intérieure, ni dans sa politique extérieure.

Comme je l'ai dit plus tôt, le PCC et son armée étaient essentiellement une force basée sur la paysannerie. Est-ce que cela aurait pu donner un Etat « petit-bourgeois » ou un Etat « paysan » ? Trotsky dans *La Révolution permanente* tire les leçons de la révolution d'Octobre en Russie, et dit « Cette expérience a prouvé, dans des circonstances qui éliminent toute autre interprétation, que le rôle de la paysannerie, quelle que soit son importance révolutionnaire, ne peut être un rôle indépendant et encore moins un rôle dirigeant. Le paysan suit ou l'ouvrier ou le bourgeois. » Il ne peut y avoir qu'une des deux classes fondamentales au pouvoir. Si ce n'est pas la dictature de la bourgeoisie, c'est la dictature du prolétariat. L'armée maoïste a détruit l'armée de Chiang Kai-shek, c'est-à-dire l'armée de la bourgeoisie chinoise et des gros propriétaires terriens, et elle a détruit ainsi la dictature de la bourgeoisie et mis en place la dictature du prolétariat.

Le galimatias antimarxiste de Lutte ouvrière

Cela vaut la peine de revenir sur les positions développées par Lutte ouvrière (LO). Ils considèrent que la Révolution de 1949 est une révolution nationaliste bourgeoise et ils ont en

conséquence toujours caractérisé la Chine comme un Etat bourgeois. Aussi, face aux menaces sans cesse croissantes de l'intérieur et de l'extérieur qui pèsent sur la Chine, ils refusent de se prononcer pour sa défense militaire inconditionnelle. Le principal argument de LO est le suivant : « La révolution chinoise a d'abord été l'œuvre de l'énergie, de la révolte de dizaines de millions de paysans qui voulaient s'affranchir de l'exploitation féroce qui pesait sur eux depuis des millénaires. Là où elle a éclaté, l'insurrection paysanne a liquidé les vestiges féodaux de la vieille société chinoise. Le régime maoïste a également unifié le pays. En cela, c'était une révolution. **Mais la révolte paysanne n'était pas dirigée par la classe ouvrière, qui n'a joué aucun rôle, et cette révolution chinoise de 1949 n'était pas prolétarienne** » (citation du dernier Cercle Léon Trotsky (CLT) sur la Chine de février 2006, c'est moi qui souligne). Pour LO, comme la classe ouvrière n'a pas dirigé la révolution, c'était une révolution bourgeoise.

Mais la description que donne ensuite LO de la « révolution chinoise » est clé, non seulement parce qu'elle correspond à la réalité, mais surtout parce qu'elle est sensée décrire le résultat d'une révolution *bourgeoise* dans un pays semi-colonial arriéré à l'époque de l'impérialisme. LO explique que la Révolution de 1949 avait « collectivisé les terres » et étatisé les moyens de production ; que les ouvriers bénéficiaient du « bol de riz en fer », c'est-à-dire la retraite assurée, une couverture maladie et un logement. LO dit que cette révolution a permis « à l'industrie de se développer à une moyenne de 9 % par an » ; elle a permis « des progrès considérables » dans les domaines de l'enfance, de l'éducation, de la santé y compris dans les campagnes, etc. ; elle dit que ces avancées sont sans commune mesure avec l'Inde, l'Inde se faisant piller par les impérialistes alors que la Chine non.

Trotsky, dans *La Révolution permanente*, explique :

« Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs **tâches démocratiques et de libération nationale** ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes.

« Non seulement la question agraire mais aussi la question nationale assignent à la paysannerie, qui constitue l'énorme majorité de la population des pays arriérés, un rôle primordial dans la révolution démocratique. Sans une alliance entre le prolétariat et la paysannerie, les tâches de la révolution démocratique ne peuvent pas être résolues ; elles ne peuvent même pas



A gauche: ouvrières fabriquant des chaussures Nike dans le Dongguan en Chine. A droite: des travailleurs migrants à la gare de Pékin.

être sérieusement posées. Mais l'alliance de ces deux classes ne se réalisera pas autrement que dans une lutte implacable contre l'influence de la bourgeoisie libérale nationale. »

C'est donc une complète révision de la révolution permanente de Trotsky à laquelle les dirigeants de LO se livrent, sans le dire bien sûr. Pour la Chine, LO dit exactement le contraire de Trotsky : d'après eux, oui, pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale peut se trouver dans la bourgeoisie et les formes de propriété capitalistes.

Les positions de LO datent en fait seulement de 1998. C'est du CLT sur la Chine de cette année-là que date la reconnaissance par LO des progrès faits en Chine. Auparavant, par exemple dans le CLT sur la Chine de 1984, LO niait tout simplement la réalité et refusait de reconnaître les principales avancées de la Chine (par exemple l'Inde et la Chine étaient mises sur un pied d'égalité). Cette reconnaissance nouvelle des effets positifs de la Révolution chinoise s'est faite sous couvert d'« étatismisme ». Le CLT de 1998 a un long chapitre qui s'intitule « De 1949 à 1979 : l'étatismisme aux commandes », avec un intertitre explicite : « Les progrès réalisés grâce à l'étatismisme ».

Pour LO comme pour les autres réformistes pseudo-trotskyistes, l'Etat est fondamentalement neutre ; c'est pour eux un appareil administratif reposant au-dessus des classes, et non pas l'outil central de la classe dirigeante pour maintenir sa domination. A la fin de son CLT de février 2006, LO dit : « L'appareil d'Etat mis en place par Mao était un instrument qui permettait, d'une part de prendre un peu de distance par rapport à l'impérialisme, *et d'autre part de tenir en bride la bourgeoisie chinoise*. Mais il peut aussi jouer le rôle inverse et se faire à nouveau le vecteur du parasitisme de la bourgeoisie » (c'est moi qui souligne). Donc pour LO l'Etat bourgeois chinois opprime... la bourgeoisie depuis 57 ans ! Et ce même Etat peut aussi opprimer les ouvriers. Tout ceci est un fatras antimarxiste au service de leur politique de refuser de prendre le côté de l'Etat ouvrier déformé chinois contre les fortes pressions de l'opinion publique bourgeoise anticommuniste.

On peut voir là où mène dans le monde réel ce genre de « théorie » absurde quand on examine la position de LO sur l'Etat ouvrier déformé est-allemand, la RDA, que LO a tou-



Magnum

Mao accueille Nixon en Chine en 1972, pendant que les bombes US pleuvent sur le Vietnam.

jours considéré, comme la Chine, comme un Etat bourgeois. Quand le mur de Berlin est tombé en novembre 1989, nous avons jeté toutes nos forces dans la balance pour lutter pour une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne, sur la base de la défense militaire inconditionnelle de la RDA contre une annexion capitaliste par la bourgeoisie impérialiste allemande. Pendant ce temps LO déclarait que « le prolétariat est-allemand n'a rien à perdre à l'évolution actuelle de la RDA » (Cercle Léon Trotsky du 10 novembre 1989) et que « même si cette réunification se fait entièrement sous l'égide du capitalisme, les révolutionnaires communistes n'ont aucune raison d'y être opposés » (*Lutte de classe*, décembre 1989). Leur « théorie » s'est ainsi révélée être une couverture pour un programme contre-révolutionnaire, et la même chose est vraie en ce qui concerne la Chine.

La découverte par LO de l'« étatismisme » bourgeois en Chine est à mettre en parallèle avec leur insistance ici, en France, ces dernières années, à mettre en avant un réformisme beaucoup plus ouvert, qu'on pourrait appeler « étatismisme ». Lors de la dernière fête de LO par exemple début juin, Laguiller a expliqué comment l'Etat devrait prendre aux riches pour distribuer aux pauvres, devrait interdire les licenciements, dépenser plus pour éduquer la jeunesse, etc. Un Etat qui se soucierait des pauvres, de réduire les inégalités, d'éduquer, et, pourquoi pas, d'en finir avec l'exploitation ? Bref un Etat bourgeois au-dessus des intérêts de classe... de la bourgeoisie.

Les contradictions de la période des « réformes »

Les « réformes » orientées vers le marché qu'a initiées Deng au début des années 1980 étaient une tentative de répondre dans le cadre du bonapartisme stalinien à l'inefficacité du dirigisme bureaucratique (une faible productivité du travail, la qualité médiocre, la pénurie, etc.) Comme nous l'écrivions dans les années 1980 :

« Dans le cadre du stalinisme, il y a par conséquent une tendance inhérente à remplacer la planification et la gestion centralisées par les mécanismes de marché. Puisque les gestionnaires et les ouvriers ne peuvent pas être soumis à la discipline de la démocratie des soviets (les conseils ouvriers), la bureaucratie considère de plus en plus que la seule réponse à l'inefficacité économique est de soumettre les acteurs économiques à la discipline de la concurrence. »

— le Bolchévick n° 89, décembre 1988

Quand Mao est mort, la Chine, bien qu'elle ait construit un secteur industriel lourd substantiel et relativement moderne, était toujours un pays à prédominance rurale et paysanne. Plus des trois quarts de la main-d'œuvre était occupée dans les fermes et plus de 80 % de la population vivait à la campagne. L'un des motifs des « réformes de marché », c'est que la production agricole n'avait pas suivi le rythme de la croissance industrielle ; effectivement le bas niveau de la productivité agricole représentait un obstacle fondamental à une industrialisation large et rapide. Aujourd'hui, plus de 50 % de la force de travail est utilisée dans l'industrie manufacturière, dans la construction, dans les transports, et 40 % de la population est urbanisée. D'un point de vue marxiste, c'est un développement *progressiste* d'importance historique. Il en est de même pour l'expansion quantitative et qualitative correspondante de la capacité industrielle de la Chine.

En même temps, les politiques des staliniens de Pékin ont fait beaucoup de victimes et jeté dans la misère des portions significatives de la classe ouvrière et des paysans, élargi

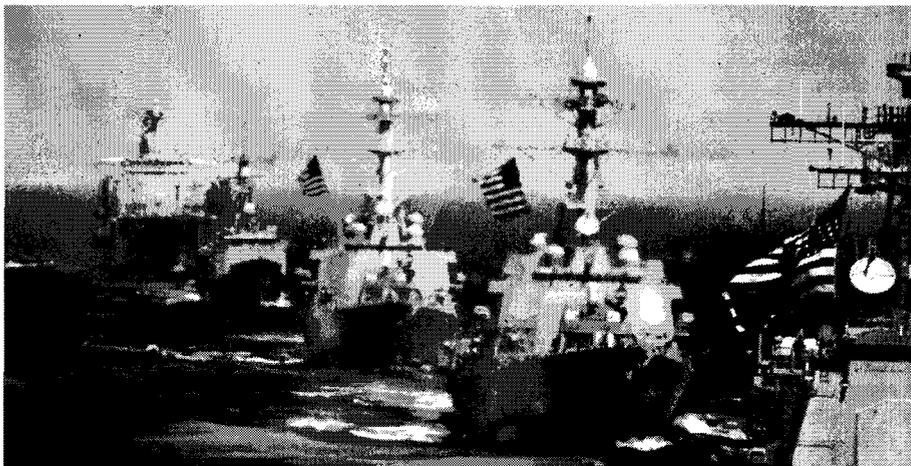
l'écart entre la Chine urbaine et la Chine rurale, engendré une classe d'entrepreneurs capitalistes avec des liens familiaux et financiers avec l'administration du PCC ainsi que les capitalistes chinois de l'extérieur. Elles ont aussi créé une strate aisée de directeurs, de professions libérales et de technocrates qui jouissent d'un mode de vie occidentalisé. La condition des femmes est également en régression notable.

Dans ce contexte la Chine voit bouillonner le mécontentement populaire. Le développement industriel fait que la classe ouvrière chinoise, en nombre, est supérieure aux classes ouvrières du Japon, des Etats-Unis et d'Europe réunies ! Cet énorme prolétariat industriel a un pouvoir stratégique et confronte une société dans laquelle se développent les inégalités

et les injustices. Depuis plusieurs années les protestations ouvrières contre les licenciements dans les entreprises d'Etat, contre le non-paiement des salaires ou des pensions de retraite, et contre d'autres abus du même genre ne font qu'augmenter. Dans les campagnes, des protestations de paysans, souvent avec des confrontations violentes avec la police se produisent contre la saisie illégale des terres par des responsables locaux du PCC qui spéculent, ou contre la pollution. Les statistiques gouvernementales pour tous ces « incidents » ouvriers et paysans donnent un chiffre de 87 000 pour 2005 (ce qui donne 240 par jour).

Ces tensions sociales explosives, en continuant inexorablement à se développer, vont secouer la structure de la caste bureaucratique au pouvoir. Et quand cela arrivera, l'avenir du pays le plus peuplé au monde se posera abruptement : la révolution politique prolétarienne ouvrant la voie au socialisme, ou l'esclavage capitaliste et la soumission à l'impérialisme. Nous sommes pour la révolution politique prolétarienne qui doit balayer la bureaucratie stalinienne parasitaire et oppressive et la remplacer par un gouvernement basé sur les conseils ouvriers et paysans élus démocratiquement. Un tel gouvernement sous la direction d'un parti léniniste-trotskyiste, qu'il faut construire, rétablirait une économie gérée et planifiée centralement – y compris avec le monopole du commerce extérieur. Il administrerait cette économie non d'une façon dirigiste mais avec la démocratie ouvrière la plus large. Il encouragerait la collectivisation volontaire de l'agriculture sur la base d'une agriculture scientifique hautement mécanisée. Il exproprierait la nouvelle classe d'entrepreneurs chinois capitalistes et renégocierait les termes des investissements étrangers dans l'intérêt des travailleurs chinois. Par exemple, il insisterait sur des salaires meilleurs et une amélioration des avantages sociaux pour les ouvriers.

C'est parce que nous comprenons l'importance de la Chine pour la classe ouvrière internationale que nous mettons la question de sa défense et la révolution politique prolétarienne au centre de notre propagande. Une révolution politique prolétarienne en Chine soulevant la bannière de l'internationalisme socialiste, contre le nationalisme du « socialisme dans un seul pays », ébranlerait complètement le monde. Elle mettrait un terme au climat idéologique de la « mort du communisme » propagé par les classes dirigeantes



U.S. Navy

Navires de guerre américains lors des grandes manœuvres « Bouclier vaillant » dans le Pacifique en juin dernier. L'impérialisme US a renforcé son déploiement dans le pourtour du Pacifique, dans le cadre des pressions militaires contre la Chine et la Corée du Nord.

impérialistes depuis la destruction de l'URSS. Elle permettrait la radicalisation de la classe ouvrière japonaise, le poumon industriel de l'Asie de l'Est. Elle serait l'étincelle pour une réunification révolutionnaire de la Corée – par une révolution politique dans la Corée du Nord assiégée, et une révolution socialiste dans le Sud – et elle aurait des répercussions parmi les masses en Asie du Sud, en Indonésie et aux Philippines ravagées par l'austérité impérialiste.

La révolution politique prolétarienne est inséparable de la lutte pour le renversement de la classe dirigeante capitaliste internationalement, en particulier dans les centres impérialistes d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest et du Japon, car c'est le seul moyen d'aller vers la modernisation complète de la Chine et l'établissement du socialisme là-bas et au-delà. C'est dans la lutte pour cet objectif que la LCI cherche à reforge la Quatrième Internationale de Trotsky, le parti mondial de la révolution socialiste.

Les dangers qui pèsent sur la Chine

En affirmant que la Chine est toujours un Etat ouvrier déformé, nous ne cherchons pas à nier ou à minimiser le poids social croissant à la fois des nouveaux entrepreneurs capitalistes en Chine continentale et de la vieille bourgeoisie chinoise expatriée à Taïwan ou ailleurs. La politique économique du régime stalinien de Pékin renforce de plus en plus les forces sociales qui donneront naissance à des factions et des partis soutenus par l'impérialisme et qui deviendront ouvertement contre-révolutionnaires quand le PCC ne pourra plus maintenir son monopole actuel du pouvoir politique.

Essayant de refaire ce qui s'est passé pour la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS dans les années 1991-1992, les impérialistes cherchent à promouvoir une opposition politique en Chine qui s'appuierait principalement sur la nouvelle classe d'entrepreneurs capitalistes, sur des éléments de la bureaucratie et la couche de managers, de membres des professions libérales et de technocrates qui est liée au capital local et étranger. En même temps, les impérialistes (en particulier américains) font monter la pression militaire sur la Chine. Ils essaient par exemple d'encercler la Chine avec des bases militaires, comme en Asie centrale. Ils ont passé un accord de défense du bastion capitaliste offshore qu'est Taïwan avec le Japon et viennent de mettre en place

un commandement intégré contre la Chine avec l'armée japonaise à Yokohama. Contrairement à l'Iran, l'Inde n'a pas signé le fameux « traité de non-prolifération nucléaire », et l'autorisation que les USA lui ont donnée de développer l'arme nucléaire est clairement pour faire pression sur la Chine. Le Pentagone développe activement ses projets visant à se doter d'une capacité de première frappe nucléaire efficace contre l'arsenal nucléaire limité de la Chine.

La question de la défense militaire inconditionnelle de la Chine contre les impérialistes n'est donc pas une question théorique seulement. C'est une question très concrète qui se pose quotidiennement au prolétariat international. Certes ici, en Europe, cela se remarque beaucoup moins car les pressions militaires de l'Europe (ou de la France) sont plus faibles dans la mesure où les impérialistes européens n'ont que des moyens militaires limités au niveau international pour intervenir dans le Pacifique (ce qui ne les empêche pas bien sûr d'envoyer des troupes à l'étranger dans leurs ex-colonies en Afrique ainsi qu'en Afghanistan, dans les Balkans, etc.). Face à de telles menaces, il est vital que la Chine modernise son armement. Face aux milliers de têtes nucléaires dont disposent les impérialistes, le développement de son armement nucléaire est aussi le seul moyen de les tenir sérieusement en respect. Mais la politique de la bureaucratie stalinienne, en affaiblissant le système de propriété nationalisée en Chine et en recherchant la conciliation avec l'impérialisme au niveau international, met en danger cette défense.

Les complices pro-impérialistes de la contre-révolution

Par rapport aux nombreux groupes qui se prétendent frauduleusement trotskystes ou influencés par le trotskysme et qui proclament que la « voie capitaliste » a triomphé de façon décisive en Chine, on peut dire globalement que, si c'était vrai, cela remettrait en question la nécessité et le caractère progressiste de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes ainsi que celle du pouvoir ouvrier. Car la Chine telle qu'elle existe aujourd'hui aurait un système capitaliste qui garantit la croissance rapide et ininterrompue des forces productives sans contractions cycliques (alors que, pour les marxistes, celles-ci sont inhérentes au capitalisme). En effet, depuis une vingtaine d'années, le taux de croissance de l'économie chinoise se situe entre 7 et 9 % par an, un rythme avec lequel les grandes puissances impérialistes ne peuvent rivaliser. Le poste le plus important des dépenses gouvernementales, et celui qui augmente le plus vite, se situe dans les investissements au niveau des infrastructures à un moment où le monde capitaliste tout entier s'adonne à l'austérité budgétaire. La Chine a traversé avec succès la crise financière asiatique de 1997-1998, puis la récession générale du monde capitaliste qui a suivi.

Le véritable objectif de ces réformistes, lorsqu'ils proclament que la Chine est déjà capitaliste, c'est de se donner une justification pour leur soutien aux forces anticommunistes pro-impérialistes à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine, au nom de la promotion de la « démocratie » bourgeoise, tout comme ils avaient soutenu la contre-révolution « démocratique » de Boris Eltsine en URSS en 1991. Une minorité dans la direction du CIO de Peter Taaffe, auquel appartient la Gauche révolutionnaire en France, argumente au moins depuis 1998 pour que le CIO reconnaisse que la Chine est capitaliste, et elle a eu gain de cause récemment apparemment. Ils écrivent dans une brochure disponible sur leur site Internet *Chinaworker* : « Cela [...] détermine quelle attitude le CIO, et au-delà de nous une partie importante du mouve-

ment ouvrier international, doit adopter à l'égard du régime de Pékin. C'est un point de référence vital pour élaborer des perspectives pour l'avenir, par exemple lors de conflits internationaux, notamment dans le cas de Taïwan. [...] En Chine, un régime que l'on pourrait décrire très bien comme nationaliste bourgeois s'est mis en place, qui joue un rôle de plus en plus *impérialiste*. Bien sûr il est impossible de parler d'impérialisme [...] à moins qu'on accepte que le caractère de classe du régime chinois a changé. » Voilà qui a le mérite d'être explicite sur les motivations. Face aux possibilités grandissantes de conflit militaire, en particulier autour de Taïwan, les taaffistes ont changé de position pour se retrouver à défendre Taïwan contre les « impérialistes » chinois.

Taïwan est ethniquement, linguistiquement et historiquement chinois. Le 13 mars 2005, dans un communiqué commun des sections japonaise et américaine de la Ligue communiste internationale contre l'accord contre-révolutionnaire entre les Etats-Unis et le Japon sur Taïwan nous écrivons :

« Depuis la Révolution chinoise de 1949, d'où l'Etat ouvrier déformé chinois a émergé, Taïwan est pour l'impérialisme US un avant-poste de ses menées contre-révolutionnaires, de ses menaces militaires et de ses ingérences dans les affaires intérieures chinoises par l'entremise de la bourgeoisie chinoise fantoche. Depuis des temps immémoriaux, Taïwan fait partie de la Chine, et nous, trotskystes, serons aux côtés de la Chine dans l'éventualité d'un conflit militaire avec l'impérialisme sur la question de Taïwan [...].

« Nous sommes opposés au plan des staliniens de réunification avec Taïwan selon la formule "un pays, deux systèmes". Nous avançons au contraire un programme pour la réunification révolutionnaire de la Chine, qui requiert une révolution politique ouvrière contre la bureaucratie stalinienne sur le continent, une révolution socialiste prolétarienne à Taïwan pour renverser et exproprier la bourgeoisie, et l'expropriation des capitalistes de Hongkong. »

— cité dans le *Bolchévik* n° 172, juin 2005

On peut comparer avec Taaffe, le dirigeant du CIO, qui a écrit un article fin 2005 pour insister sur les droits « démocratiques » de Taïwan face à la Chine, ceci juste après que les militaires américains et japonais avaient signé leur accord dont je viens de parler. Taaffe écrit : « Néanmoins le régime chinois est une dictature. De plus, du point de vue des masses taïwanaises, celles-ci ne voudraient pas se mettre sous son contrôle, préférant les droits démocratiques, mêmes limités, dont elles bénéficient avec le régime démocratique bourgeois, ce qu'est le régime de Taïwan. » Les forces du CIO de Taaffe étaient littéralement sur les barricades d'Eltsine en Russie, avec le reste de la racaille contre-révolutionnaire en août 1991 ; ils ont directement pris part à la dévastation d'ordre historique qui a suivi la restauration capitaliste menée au nom de la « démocratie ». Nous avons au contraire lutté pour mobiliser la classe ouvrière soviétique pour balayer les barricades d'Eltsine et lutter pour une révolution politique prolétarienne. Et donc ici, sur la Chine, il n'est pas surprenant que les taaffistes continuent de semer les pires illusions dans le système capitaliste et la démocratie bourgeoise parlementaire. Taaffe déclare sans ambiguïté que le CIO sera à nouveau du côté des forces impérialistes et de leurs valets dans toute confrontation militaire avec la Chine.

La pénétration capitaliste en Chine

Les justifications pour affirmer que la Chine est déjà capitaliste sont basées sur le fait qu'il y a des capitalistes en Chine, que les entreprises d'Etat ont été restructurées, sur le fait que la propriété privée a été reconnue officiellement par



Brown/AFP

En haut : des ouvriers licenciés manifestent dans la ville du nord-est Liaoyang en mars 2002. En bas : cars de police renversés à Dongyang, province de Zhejiang, après des protestations de masse au printemps 2005 contre la pollution.



World Journal

le PCC, qu'il y a des Bourses, etc. Nous ne définissons pas la nature de classe de l'Etat, comme le font les réformistes, par le pourcentage de l'industrie nationalisée, par le nombre de services sociaux, d'éducation ou de santé gérés par l'Etat, mais à la lumière de l'élément déterminant qu'a été le renversement de l'Etat bourgeois chinois en 1949 et du fait que le capitalisme a été exproprié et l'Etat continue fondamentalement de défendre ces formes de propriété sociale.

Un élément clé pour nous, quand nous caractérisons la nature de classe maintenue de l'Etat ouvrier déformé chinois, c'est que la base du pouvoir politique de la bureaucratie stalinienne de Pékin continue de se trouver dans le noyau des secteurs collectivisés de l'économie chinoise. Aujourd'hui en Chine ils constituent le cœur de l'économie et ils continuent à dominer, même si ce n'est pas d'une manière particulièrement stable ou cohérente. En 2003, les entreprises d'Etat et celles contrôlées par le parti (sociétés par actions) employaient la moitié des ouvriers et employés chinois, et représentaient 57 % du produit industriel brut (*McKinsey Quarterly*, 2004).

Mais cette simple statistique masque la *place stratégique*

de l'industrie d'Etat. Le secteur privé (incluant les entreprises étrangères) est constitué principalement d'industries légères utilisant beaucoup de main-d'œuvre et peu d'équipements lourds. L'industrie lourde, les secteurs de haute technologie, la production d'acier, des métaux non ferreux et des machines outils, les télécommunications, la production d'électricité, l'extraction pétrolière et gazière, le raffinage, les armements modernes, tout cela est essentiellement concentré dans les entreprises d'Etat.

Bien sûr, si la bureaucratie continue à préserver la propriété d'Etat, ce n'est pas parce qu'elle s'identifie subjectivement avec le socialisme, mais, comme l'écrivait Trotsky, seulement « par crainte du prolétariat ». Car la politique économique du régime du PCC est toujours contrainte par la terreur d'une agitation sociale – en particulier ouvrière, étant donné la taille et la puissance de la classe ouvrière – qui pourrait renverser son régime parasitaire. Les massacres perpétrés le 4 juin 1989 dans les quartiers ouvriers de Pékin ont été déclenchés par la bureaucratie quand la classe ouvrière chinoise a commencé à se mobiliser. Au début, les manifestations n'étaient qu'une agitation étudiante pour la libéralisation politique et contre la corruption. Quand les premières unités militaires ont été envoyées pour écraser les manifestations, elles ont au lieu de cela commencé à sympathiser avec elles. Puis des millions de personnes sont entrées en mouvement, avec au centre la classe ouvrière. Elle a commencé à se réunir en AG de masse, voire à créer un embryon d'organisation, de conseils ouvriers. C'est la possibilité que la classe ouvrière entre en scène qui a terrifié la bureaucratie et a amené la sanglante répression.

Comme nous le disons dans *le Bolchévique* (juin) à propos de la vague actuelle de mécontentement et de protestations contre les réformes du « socialisme de marché » :

« Cette agitation a provoqué, dans de nombreux forums et réunions organisés par le Parti communiste chinois (PCC), des débats entre les dirigeants de la bureaucratie qui veulent que l'« ouverture » économique se poursuive au même rythme, les « néo-marxistes » qui veulent que l'Etat intervienne davantage pour limiter les ravages des « réformes de marché », et les « conservateurs » maoïstes qui cherchent à revenir à une économie bureaucratiquement planifiée. Le mois dernier une controverse a éclaté au cours d'une séance de l'organe législatif, l'Assemblée nationale populaire, autour d'une proposition de loi visant à protéger la propriété privée, qui a été finalement retirée. »

La Gauche révolutionnaire ou les pablistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) argumentent que le PCC agit maintenant comme un parti bourgeois parce qu'ils ont reconnu le droit à la propriété privée, que des entrepreneurs peuvent être membres du PCC, etc. Le CIO-GR considère que la Chine serait devenue capitaliste en 1992 (c'était « hybride » – c'est ce qu'ils disent – entre la fin des années

1980 et 1992). Mais aucun des faits qu'ils avancent pour ce changement ne correspond à cette date de 1992. La propriété privée, les Bourses, les entrepreneurs dans le PCC, tout cela s'est produit bien avant ou après. Les facteurs avancés dans la brochure sont ... la destruction de l'URSS venant après les événements de Tiananmen : « le régime n'a pas vu d'autre alternative que de terminer la transition vers le capitalisme. »

Trotsky argumentait que ceux qui cherchaient à prouver que l'URSS (dans les années 1930) était capitaliste en fait déroulaient le fil du réformisme à l'envers. Les réformistes, ici, dans les pays capitalistes, expliquent qu'on peut changer la nature de l'Etat par des élections et une lutte parlementaire, ou par des pressions sur le parlement ou le gouvernement capitalistes. Le fil du réformisme à l'envers, c'est d'appliquer ce même réformisme à l'Etat ouvrier, c'est-à-dire que la nature de l'Etat ouvrier pourrait changer par simple décret ou lors d'un vote à un congrès. Il n'y a pas de lutte acharnée entre la classe ouvrière et les paysans et les contre-révolutionnaires, dans un sens ou dans l'autre. Le CIO-GR montre ici un magnifique exemple de ce « réformisme à l'envers » quand ils disent : « Le régime n'a pas vu d'autre alternative » et voilà, l'Etat a changé de nature.

Regardons d'un peu plus près l'économie de l'Etat ouvrier déformé chinois, ce qui est un devoir pour des marxistes sérieux qui le défendent.

Les banques. Un des moyens pour maintenir le contrôle de l'économie entre les mains de l'Etat c'est les banques. Les quatre plus grandes banques de Chine sont propriété d'Etat. Presque toute l'épargne des ménages – estimée à *mille milliards de dollars* – et tous les surplus générés en dehors des secteurs dont les propriétaires sont étrangers sont déposés dans ces quatre principales banques. Le contrôle exercé par le gouvernement sur le système financier est un élément crucial pour maintenir et augmenter la production dans l'industrie d'Etat et pour le développement global du secteur d'Etat. Le maintien dans le giron de l'Etat du système financier a jusqu'à présent permis au régime de Pékin de contrôler effectivement les flux de capitaux financiers en entrée et en sortie de la Chine continentale. La monnaie chinoise n'est pas librement convertible ; elle n'est pas échangeable (légalement) sur les marchés internationaux des devises. La convertibilité restreinte du yuan a protégé la Chine des mouvements volatiles des capitaux à court terme qui dévastent périodiquement les économies des pays néocoloniaux du tiers-monde, de l'Amérique latine à l'Extrême-Orient. Même si le yuan a été légèrement réévalué depuis l'année dernière, le régime de Pékin le maintient largement sous-évalué (selon les critères du « marché libre »), au grand déplaisir des capitalistes américains, japonais et européens.

Derrière la pression actuellement exercée tant sur le yuan que sur les banques par les bourgeoisies américaine, européenne et japonaise, se profile une attaque plus fondamentale contre le système financier étatisé chinois. Les impérialistes veulent forcer le régime de Pékin à rendre le yuan totalement convertible, afin d'ouvrir sans restriction la Chine à la pénétration financière des banques de Wall Street, de Francfort et de Tokyo, *ce qui serait un danger mortel*.

Le secteur privé. Le contrôle exercé par le gouvernement sur les banques et le système financier permet de contrôler le secteur privé. En Chine, depuis une vingtaine d'années, une large part de l'industrie d'Etat – aussi bien en termes de nombre d'entreprises, de main-d'œuvre employée ou de volume de production – a été privatisée. Nos opposants disent que l'existence de ce secteur prouve la marche en avant de la restauration capitaliste.

Beaucoup de PME du secteur public ont été tout simplement vendues aux cadres qui les dirigeaient et qui sont souvent membres du PCC et conservent les mêmes liens qu'ils avaient auparavant avec le parti. Maintenant, il existe un secteur industriel purement privé, y compris avec quelques grands groupes (par exemple dans l'acier, dans l'automobile). Mais ce secteur purement privé est confronté au secteur bancaire d'Etat qui favorise les entreprises d'Etat. Si toutes les entreprises d'Etat qui n'ont pas remboursé leurs prêts bancaires et qui ne pouvaient pas les rembourser avaient été fermées, la Chine serait devenue depuis longtemps une zone de catastrophe économique. Mais au contraire, d'une manière totalement non planifiée, inadéquate et erratique, les prêts bancaires « non performants » se sont substitués au financement gouvernemental direct. C'est ainsi qu'en 1998-1999 la banque centrale a donné 200 milliards de dollars aux principales banques commerciales en échange d'un montant équivalent en « prêts non performants ». En 2003 et 2004, les deux plus grosses banques ont encore bénéficié chacune de 45 milliards de dollars de dotation.

Le système financier chinois repose sur deux facteurs principaux : 1) tout le monde sait que le gouvernement est derrière les banques ; 2) les banques privées, notamment occidentales, ne sont pas (encore) autorisées à leur faire concurrence. Si depuis début 2006 les banques des impérialistes peuvent acheter des morceaux des banques chinoises, il semble pour le moment que ce soit dans des conditions précises : elles ont des participations minoritaires et exceptionnellement seulement quelqu'un dans le conseil d'administration.

Quand une conférence du PCC a voté un amendement à la Constitution pour « protéger la propriété privée », certains groupes (comme les pablistes japonais – Kakehashi – ou le CIO) ont dit que cela prouvait leur évaluation que la Chine était devenue capitaliste. Ce nouvel amendement était en fait le reflet d'une réalité qui existait déjà. La propriété privée existe en Chine depuis des années. L'héritage existe depuis 1982. Avec cet amendement, la bureaucratie essaie d'assurer ses privilèges en reconnaissant légalement la propriété privée et le droit d'hériter. Ce n'est pas telle ou telle résolution adoptée par la bureaucratie, même si celles-ci représentent une évolution inquiétante, qui déterminera où va la Chine, mais le conflit social. La propriété privée en Chine est aussi instable que la bureaucratie elle-même. La propriété privée et les capitalistes existent en Chine aujourd'hui dans la mesure où la bureaucratie, agissant sous les pressions d'une part de l'impérialisme, de l'autre du prolétariat, les autorise à exister. La propriété privée soi-disant « inviolable » sera violée par la bureaucratie sous l'impact des menaces contre-révolutionnaires ouvertes des impérialistes et de la bourgeoisie ou, plus fondamentalement, par une classe ouvrière ascendante en lutte pour le pouvoir politique. Cela ne nous empêche pas de reconnaître que la politique économique du régime stalinien de Pékin d'encourager l'entreprise capitaliste renforce de plus en plus les forces sociales qui donneront naissance à des factions et partis soutenus par l'impérialisme et ouvertement contre-révolutionnaires.

La Bourse. Là encore c'est un argument des taaffistes et autres réformistes qui ne tient pas. Beaucoup d'entreprises d'Etat de plus grande taille ont été « privatisées » grâce à un système d'actionariat. Sur les sociétés cotées dans les deux principales Bourses chinoises, le gouvernement détient soit une majorité des actions, soit une forte participation minoritaire. Mais même dans ce dernier cas, celles-ci restent de fait contrôlées par le gouvernement, parce que le PCC conserve

le monopole du pouvoir politique. L'autorisation d'introduire une société en Bourse est donnée d'abord et avant tout aux sociétés d'Etat, ce qui prive les entreprises privées de financements facilement accessibles. C'est-à-dire que s'il n'y a pas de démocratie ouvrière en Chine, il n'y a pas non plus de démocratie des actionnaires. Les actionnaires des sociétés chinoises n'ont pas de droits de propriété au sens capitaliste. Ils ont le droit aux revenus de leurs actifs financiers, et ils peuvent vendre leurs actions. Mais ils ne peuvent pas déterminer, ni même influencer, la gestion et la politique des entreprises.

La poudrière

La situation en Chine reste donc extrêmement contradictoire et explosive. Malgré un taux de croissance de l'économie de presque 10 % par an depuis plus de 20 ans, tous les secteurs de la classe ouvrière n'ont pas bénéficié d'une amélioration de leurs niveaux de vie. Un des résultats des privatisations accompagnées de fusions et de fermetures, a été le licenciement de 20 à 30 millions d'ouvriers, de façon disproportionnée des femmes. Ceux qui ont la chance de retrouver du travail, essentiellement dans le secteur privé, ont dû accepter des salaires plus bas et n'ont aucun des avantages que leur fournissaient les entreprises d'Etat. Une des principales régions particulièrement dévastées au niveau économique a été la « ceinture rouillée » dans le Nord-Est dans laquelle une grande partie des anciennes usines industrielles étaient concentrées. Là, près de 40 % de la classe ouvrière est sans emploi.

Globalement le chômage est estimé varier entre 6 à 13 % de la population urbaine économiquement active. La Commission nationale du développement et de la réforme, un organisme gouvernemental supervisant la politique économique, prévoit que si l'économie se développe de 8 % cette année, cela générera 11 millions d'emploi en Chine, ce qui représente moins de la moitié des 25 millions officiels de chômeurs et de nouveaux demandeurs d'emploi dans les villes (*Economist*, 25 mars).

Entre 1999 et 2002 (d'après *China Labor Statistical Yearbook*, 2003), les salaires ont augmenté à un rythme de près de 12 %. Au cours des récentes années, des centres industriels

majeurs comme Shenzhen ou Shanghai ont commencé à subir une pénurie de travailleurs, en particulier parmi les travailleurs expérimentés. Une des conséquences est que les employeurs offrent des salaires plus élevés et de meilleurs avantages pour attirer les travailleurs. La presse a révélé que les entreprises chinoises, depuis quelques semaines, annoncent qu'elles sont obligées d'augmenter leurs prix de vente (de 10 voire 20 % parfois). Hong Liang, un économiste de la firme de Wall Street Goldman Sachs commentait ainsi : « Nous sommes en train de voir la fin de l'âge d'or des coûts extrêmement bas de la main-d'œuvre en Chine » (*New York Times*, 3 avril).

Comme je l'ai dit auparavant, le développement d'une classe ouvrière massive a entraîné une multiplication des luttes ouvrières. Cette classe ouvrière jeune, massive, n'a pas les illusions que les ouvriers en URSS ou en Allemagne de l'Est pouvaient avoir dans le capitalisme – ils sont tellement nombreux à avoir fait l'expérience directe ou indirecte des enclaves capitalistes. Les dizaines de milliers de grèves, de manifestations ou protestations des ouvriers et paysans chinois montre leur combativité. Mais ce qui manque à cette classe ouvrière, c'est un parti révolutionnaire pour la guider, pour lui donner conscience de ses tâches historiques, lui donner conscience de la nature de la bureaucratie et de pourquoi elle doit être combattue. Mais aussi lui donner conscience qu'elle doit défendre les acquis restants contre les impérialistes et leurs laquais.

En réaction à ces luttes de classe en plein essor, LO avance la construction de syndicats indépendants. Que la classe ouvrière chinoise s'organise de façon indépendante de la bureaucratie est essentiel à la révolution politique. Mais la revendication de « syndicats indépendants », quand elle se pose, doit être clairement reliée à la révolution politique prolétarienne et à la défense de la Chine contre les impérialistes ; sinon elle se transforme, comme cela a été le cas pour la Russie soviétique et l'Europe de l'Est, en cri de ralliement aux impérialistes ou leurs lieutenants ouvriers (comme les bureaucrates de l'AFL-CIO ou de Force ouvrière) qui utilisent cette revendication pour saper l'Etat ouvrier chinois et semer des illusions dans la « démocratie » bourgeoise.

Une composante vitale de la classe ouvrière sont les travailleurs migrants, dont beaucoup sont des femmes. Ceux-ci viennent de la campagne et se retrouvent à la tête des luttes ouvrières récentes. Dans le sud-est, beaucoup de jeunes femmes migrantes ont fait grève ou ont autrement refusé de travailler dans les conditions déplorables de travail des *sweatshops*, ce qui a provoqué une pénurie de main-d'œuvre depuis l'été 2004. A Shanghai et Pékin, les travailleurs migrants, qui représentent 80 % de la force de travail dans l'industrie en plein boom du bâtiment, ont lutté et ont obtenu de meilleures conditions de travail.

Les restrictions sur l'exode rural vers les villes ont été assouplies ces dernières décennies, mais elles n'ont pas été éliminées. Les migrants, qui sont contraints d'accepter les travaux les plus dangereux et les plus pénibles, ne bénéficient pas des droits légaux des résidents citadins et sont obligés de vivre dans des endroits ségrégués. Beaucoup d'ouvriers des villes méprisent les migrants, qui sont considérés comme volant les

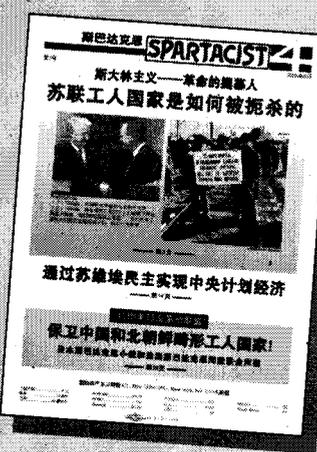
Spartacist n° 7 en chinois

Le stalinisme : fossoyeur de la révolution
Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé
 Révolution socialiste pour balayer la contre-révolution d'Eitssine !
 (Novembre 1992)

Pour la planification centralisée basée sur la démocratie des soviets !
 (Juin 1988)

A bas l'alliance contre-révolutionnaire USA/Japon !
Défense des Etats ouvriers déformés chinois et nord-coréen !
 Déclaration commune du Groupe spartaciste du Japon et de la Spartacist League/U.S. (Mars 2005)

Commande : SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10 Prix : 1 euro



emplois et la cause de la baisse des salaires. En Chine, un parti révolutionnaire d'avant-garde se battraient aujourd'hui pour unifier tous les secteurs de la classe ouvrière en alliance avec les ouvriers agricoles et les pauvres des villes. Une des clés pour une perspective de révolution prolétarienne en Chine est la bataille pour que les travailleurs migrants bénéficient des mêmes droits que les résidents locaux, y compris l'accès à la santé, au logement et à l'éducation publique, de même que d'un salaire égal à travail égal. Pour que triomphe la révolution politique, il est vital que la classe ouvrière gagne à sa cause les centaines de millions de paysans.

Un parti d'avant-garde révolutionnaire aurait pour tâche d'unifier dans la lutte tous les secteurs de la classe ouvrière. Et les travailleurs et travailleuses migrants sont un pont idéal entre la classe ouvrière et les paysans. Un tel parti soutiendra la résistance des paysans à la saisie de leurs terres par les bureaucrates locaux pour des développements industriels, d'infrastructures ou commerciaux. Les paysans ne doivent accepter de transférer leurs baux qu'en échange de compensations importantes pour la perte de leur moyen d'existence agricole.

Il est généralement reconnu que l'ère de la « réforme » a vu le développement d'un gouffre séparant la Chine rurale de la Chine urbaine ou séparant les provinces côtières des provinces de l'intérieur. Mais l'écart socio-économique grandissant entre la Chine rurale et la Chine urbaine n'a pas commencé avec les « réformes orientées vers le marché » de Deng. C'était quelque chose qui avait déjà été entamé au cours des dernières années de l'ère Mao. Entre 1952 et 1975, la moyenne de consommation par personne pour la population non agricole a augmenté de 83 % alors qu'elle n'a augmenté que de 41 % dans les campagnes. En 1980 (au début de l'ère de la « réforme »), chaque habitant des villes consommait 60 % de plus de céréales et mangeait deux fois et demie plus de viande que les membres des communes rurales. La différence était encore plus grande pour les biens de consommation manufacturés (les montres, les machines à laver, les radios). Au total, la consommation moyenne dans la Chine urbaine était deux à trois fois plus importante que dans la campagne.

On peut comparer avec l'Union soviétique en 1960-1970. Là, il y avait un rapprochement appréciable entre les niveaux de vie des populations rurales et urbaines. Une grande partie des fermes collectives se transformaient volontairement en fermes d'Etat, dans lesquelles les travailleurs recevaient un salaire uniforme et des avantages qui ne dépendaient pas de la production agricole fluctuante ni du prix auquel le gouvernement l'achetait. Au début des années 1980, les revenus des fermiers en URSS augmentaient à un rythme plus élevé que ceux des ouvriers d'usines et des employés. Ce plus grand degré d'égalitarisme était possible seulement parce que l'Union soviétique avait atteint un degré de productivité bien plus grand que celui de la Chine.

En ce qui concerne la paysannerie chinoise, pour certains aspects, il y a eu une amélioration significative des conditions de vie. La consommation d'électricité dans les régions rurales a été pratiquement multipliée par huit entre 1978 et 1997, la plupart des familles paysannes possèdent des appareils électroménagers. En 1997, les deux tiers des familles rurales avaient une télévision, un moyen élémentaire pour accéder à la vie culturelle moderne.

Toutefois, pour d'autres aspects importants, les conditions de vie des paysans se sont détériorées. Les communes rurales de l'époque de Mao procuraient des soins médicaux de base,



Li Zhensheng

Des Gardes rouges humiliant un fonctionnaire en septembre 1966. Mao a déclenché la révolution culturelle contre ses rivaux dans la bureaucratie stalinienne chinoise.

une éducation primaire et secondaire, des retraites et d'autres programmes sociaux. De 1980 à 1983, Deng a dissout les communes et les a remplacées par des fermes familiales avec des baux à long terme – le « système de responsabilité familiale ». Les programmes sociaux qui étaient fournis auparavant par les communes devaient être soi-disant pris en charge par les gouvernements locaux. Etant donné l'extrême décentralisation du système financier gouvernemental chinois, les maigres revenus des villages et des petites villes ne pouvaient répondre aux besoins engendrés. Les familles de paysans ont dû payer de leur poche pour les soins médicaux et pour la scolarité de leurs enfants. Les conséquences sociales étaient prévisibles :

« Malgré de louables progrès dans l'accès fourni à l'éducation, des déséquilibres subsistent. Les régions rurales sont très en retard par rapport aux villes, et la population illettrée de la Chine se concentre dans les régions rurales. Il reste de grandes différences dans la qualité de l'éducation, et l'écart dans les possibilités d'éducation s'approfondit au fur et à mesure que l'étudiant prend de l'âge. Des écarts importants subsistent au niveau de la santé des citadins et des campagnards et parmi les habitants de différentes régions. La mortalité infantile et maternelle est deux fois plus importante dans les régions rurales que dans les villes. Tous les indicateurs montrent des écarts très distincts dans la nutrition entre les enfants des campagnes et ceux des villes. »

– *China Human Development Report 2005* [Rapport de 2005 sur le développement humain en Chine]

Le régime de Hu Jintao a promis, sous le mot d'ordre « une nouvelle campagne socialiste », d'améliorer les conditions de vie de la paysannerie pour répondre aux « cas massifs de désordre ». La charge fiscale a été réduite, les frais scolaires pour les écoles primaires et secondaires vont être supprimés et le gouvernement central a prévu de dépenser plus d'argent dans les régions rurales pour des programmes sociaux et de faire des investissements dans les infrastructures. Cependant, l'*Economist* (11 mars) faisait remarquer :

« Ces mesures n'ont pas engendré un changement politique marquant. Les sommes que dépense le gouvernement sur les campagnes ne représenteront encore que 8,9 % du total des

dépenses du gouvernement, plus que les 8,8 % de l'année dernière mais moins que les 9,2 % de 2004. L'abolition des taxes agricoles et des autres charges sur les paysans permettra à chaque habitant des campagnes d'économiser en moyenne 156 yuans (19 \$) par an – à peu près 4,8 % du revenu net. »

Une réduction réelle de l'écart entre la Chine rurale et la Chine urbaine demandera une redistribution et une nouvelle répartition massives des ressources économiques. L'introduction de la technologie moderne dans la campagne – allant des engrais à tout système d'agriculture scientifique – exigerait une base industrielle qualitativement supérieure à ce qui existe actuellement. D'un autre côté, une augmentation de la productivité agricole augmenterait le besoin d'une importante expansion de l'emploi industriel dans les zones urbaines pour absorber le vaste surplus de main-d'œuvre dont la campagne n'aurait plus besoin. Il est clair que ceci implique un long processus, en particulier étant donné la taille encore limitée de la base industrielle en Chine et le bas degré de sa productivité. Le rythme, et au bout du compte, la faisabilité de cette perspective repose sur l'aide que recevrait la Chine d'un Japon socialiste ou d'une Amérique socialiste, ce qui souligne la nécessité d'une révolution prolétarienne internationale.

Défendre la révolution

Un parti révolutionnaire devra lutter contre la propagande de la bureaucratie sur le fait que la démocratie des soviets est impossible. La question d'une économie centralisée basée sur la démocratie des soviets ouvriers (et paysans) est une question clé en Chine, et il faut gagner la classe ouvrière et la paysannerie chinoises à cette perspective.

Par exemple pour déterminer la fraction des ressources économiques totales qui sera consacrée, disons au système de santé par rapport aux autres besoins tels que l'investissement dans le développement économique et les infrastructures, la défense militaire, l'éducation, les retraites des personnes âgées, etc. Cette répartition des ressources économiques totales entre les différents besoins concurrents devra être débattue et décidée au plus haut niveau d'un gouvernement basé sur des soviets ouvriers (et paysans). La coordination des différentes activités économiques (comme la construction, les équipements médicaux, les logiciels) pour développer un système de santé demandera une administration et une planification centralisées. Un tel système est entièrement compatible avec la participation démocratique active des ouvriers sur les sites de production pour conseiller sur le meilleur usage de la technologie, établir et renforcer les systèmes de sécurité, maintenir la discipline ouvrière, etc.

Il est certain que les travailleurs chinois considéraient l'emploi garanti à vie et les avantages sociaux allant avec (ce qu'on appelait le « bol de riz en fer ») comme l'un des principaux acquis sociaux de la Révolution de 1949. Cependant, un pays aussi pauvre et économiquement arriéré que la Chine ne peut manifestement pas fournir à des centaines de millions de paysans des emplois dans des industries d'Etat, et encore moins des emplois garantis à vie et avec un niveau de salaire et d'avantages sociaux deux ou trois fois plus élevé que le revenu des membres des communes rurales.

Afin de maintenir l'ordre social le régime du PCC a empêché par la force pendant l'ère de Mao les paysans d'émigrer vers les villes pour y chercher du travail. De plus le régime ne fournissait pas non plus d'emplois dans le secteur d'Etat à tous les travailleurs urbains. Pendant la Révolution culturelle, environ 17 millions de jeunes citoyens ont été envoyés dans les campagnes à la fin de leurs études, séparés de leur famille

et de leurs amis. Dans les dernières années de l'époque de Mao, les communes rurales étaient devenues un énorme réservoir de chômage et de sous-emploi déguisé.

La Révolution culturelle avait en partie pour objectif de réduire les conditions de vie de la classe ouvrière au nom d'un « égalitarisme socialiste » bidon. De plus, l'emploi garanti à vie *dans une entreprise donnée* n'était pas rationnel d'un point de vue économique, et il freinait de plus en plus la maximisation de la productivité du travail au moyen de nouveaux investissements. Une grande partie de l'infrastructure industrielle de la Chine a été construite pendant le Premier plan quinquennal (le plus réussi) au milieu des années 1950. Cela comprenait la technologie la plus moderne que la Chine pouvait obtenir de l'Union soviétique. Dans les années 1970 beaucoup d'entreprises industrielles étaient devenues technologiquement obsolètes. Pour maximiser la productivité du travail, le niveau d'investissement étant donné, il fallait fermer certaines entreprises et les remplacer par de nouvelles, ou les moderniser avec des technologies plus modernes économisant le travail. Dans tous les cas un grand nombre d'emplois spécifiques existants devaient être éliminés. Un gouvernement vraiment socialiste réemploierait ailleurs les travailleurs devenus surnuméraires, avec des salaires et des avantages sociaux comparables, y compris en finançant leur déménagement et leur formation aux frais de l'Etat. Bien entendu Deng et ses successeurs n'ont rien fait de la sorte. Les travailleurs licenciés des entreprises d'Etat ont été abandonnés à eux-mêmes, et beaucoup d'entre eux ont souffert de vraies privations. Quant au régime de Mao, il a dans les faits gelé les salaires pendant vingt ans avec des ordres bureaucratiques et la répression d'un Etat policier.

Si on veut des niveaux de salaire et d'avantages sociaux uniformes dans les différentes entreprises, industries et les différentes régions – à travail égal, salaire égal – cela demande nécessairement une économie gérée centralement. Seul un tel système est capable de redistribuer les ressources des entreprises, des industries et des provinces les plus productives vers les moins productives.

L'expansion de la base industrielle pour absorber les paysans sans travail pose le problème des entreprises des impérialistes en Chine. En tant que révolutionnaires marxistes, nous ne sommes pas opposés aux relations économiques importantes que la Chine entretient avec le monde capitaliste à travers le commerce et les *joint-ventures* avec les compagnies occidentales ou japonaises. Un gouvernement basé sur des soviets ouvriers et paysans en Chine, dirigé par un parti léniniste-trotskyiste, chercherait à utiliser le marché mondial pour accélérer son développement économique. Mais pour faire cela, il rétablirait le monopole d'Etat sur le commerce extérieur. Et il renégocierait les termes des investissements étrangers dans l'intérêt des ouvriers et de leur Etat.

De façon plus fondamentale, un gouvernement socialiste révolutionnaire en Chine favoriserait activement des révolutions prolétariennes internationalement. C'est pour fournir au prolétariat la direction nécessaire dans ces luttes que la LCI cherche à reforcer la Quatrième Internationale de Trotsky – le parti mondial de la révolution socialiste. ■

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

Maavak Sozialisti : les camarades pro-sionistes de la Gauche révolutionnaire

Alors que l'aviation et l'artillerie israéliennes pilonnaient les villes et villages libanais, assassinant plus de mille personnes et poussant à l'exode un million de personnes – soit le quart de la population du pays ; alors que les bombardements dévastaient les infrastructures du pays ; alors même que l'oppression sioniste contre les Palestiniens de la bande de Gaza atteignait des sommets, la Gauche révolutionnaire (GR), section française du Comité pour une Internationale ouvrière (CIO/CWI), a reproduit une déclaration en date du 31 juillet de sa section en Israël, Maavak Sozialisti (Lutte socialiste), qu'elle a diffusée sous forme de tract à la manifestation parisienne du 12 août contre l'offensive israélienne. Cette déclaration s'oppose à l'attaque israélienne au Liban, mais sur la base... que le pauvre Etat d'Israël était victime d'un redoutable piège du Hezbollah libanais :

« Les bombardements massifs ont fait bien plus de tort aux travailleurs [israéliens] qu'ils n'en ont fait au Hezbollah – qui est en train d'attirer l'armée israélienne dans le piège qu'il a préparé au Liban méridional.

« Et maintenant, après nous avoir promis qu'il n'y aurait pas besoin d'une invasion terrestre et d'une réoccupation du Liban, les mêmes politiciens et généraux envoient des soldats ordinaires, précisément dans ces buts. »

C'est donc l'improbabilité d'une victoire militaire facile et les risques de prolongement du conflit qui ont animé les acolytes israéliens de la Gauche révolutionnaire à vouloir « Mettre un terme à la deuxième guerre du Liban ». En d'autres termes, l'appel à l'arrêt des combats n'est d'aucune manière lié à une quelconque solidarité avec les populations bombardées au Liban ! Pour ces « révolutionnaires » pro-sionistes l'oppression féroce subie par les Libanais et les Palestiniens n'a que peu d'importance : leur déclaration est intervenue au *lendemain* du massacre de Cana, où des dizaines de personnes, dont de nombreux enfants, ont trouvé la mort, et elle n'a pas un seul mot d'ordre à propos de l'oppression des peuples palestinien et du Liban.

Poursuivant dans le plus abject chauvinisme, les sociaux-patriotes israéliens de Maavak Sozialisti vont jusqu'à accuser le gouvernement d'Ehud Olmert de mal faire son travail et de ne pas garantir suffisamment la sécurité du nord d'Israël contre les tirs de roquette du Hezbollah :

« Le gouvernement ne se soucie pas du tout des habitants du Nord, ni de ceux qui n'ont pas pu s'en aller. Le système capitaliste, qui en temps normal est déjà incapable de nous assurer une vie, une éducation, et des soins de santé décentes, sans parler du logement, est tout aussi incapable de nous apporter de la sécurité, et nous entraîne dans un nouveau bourbier à Gaza, sur la Rive Ouest [la Cisjordanie] et au Liban. »

Dans ce conflit, la LTF/LCI s'est prononcée sans ambiguïté pour la défense militaire du Hezbollah contre l'attaque sioniste, sans pour autant accorder le moindre soutien politique à cette organisation islamiste réactionnaire (voir notre tract du 23 juillet, reproduit page 27). La Gauche révolutionnaire en France a publié une autre

déclaration, datée du 20 juillet, qui, contrairement à celle de son groupe israélien, accorde théoriquement au Hezbollah « le droit de résister à l'agression israélienne », tout en ajoutant : « mais le faire au moyen d'attaques indiscriminées sur les zones civiles israéliennes est contre-productif. » Pour notre part nous considérons le terrorisme de l'Etat sioniste au Liban comme infiniment plus grand que celui du Hezbollah.

Il faut renverser le pouvoir capitaliste sioniste, et la seule force sociale qui puisse accomplir cette tâche c'est le prolétariat, de langue hébraïque et de langue arabe. C'est pourquoi la lutte pour le socialisme en Israël/Palestine est inséparable de la lutte pour mobiliser le prolétariat de langue hébraïque en défense du peuple palestinien, et plus généralement pour le faire rompre avec l'idéologie sioniste qui aujourd'hui l'enchaîne à la bourgeoisie israélienne. De même, les travailleurs arabes doivent rompre avec le nationalisme et le fondamentalisme islamiste, réactionnaire et antisémite. Nous luttons pour forger d'authentiques partis ouvriers révolutionnaires au Proche-Orient pasés sur une telle perspective. Ce serait en fait l'antithèse du social-patriotisme méprisable de Maavak Sozialisti.

Ce n'est pas la première fois, ni sûrement la dernière, que la GR est prise en flagrant délit de capitulation au sionisme. L'année dernière ils avaient publié dans leur journal un article se plaignant que le mur qui emprisonne les Palestiniens de Cisjordanie est « une expression de la faillite de la classe dominante israélienne à répondre à l'insécurité régnante et aux [sic] conflits sociaux dus à la crise économique » (*l'Egalité* n° 112, mars-avril 2005). Autrement dit, pour la Gauche révolutionnaire, le problème avec les terroristes sionistes qui gouvernent l'Etat d'Israël ce n'est pas qu'ils oppriment les Palestiniens, mais que leurs méthodes sont inefficaces pour mettre au pas les Palestiniens.

Ceci dit, si Maavak Sozialisti est une organisation social-démocrate dévouée à la bourgeoisie sioniste israélienne, la GR est, elle, une organisation social-démocrate dévouée à la bourgeoisie française, celle de l'Affaire Dreyfus et des rafles antisémites de Vichy. La GR l'a prouvé une nouvelle fois pendant l'attaque israélienne visant le Liban en publiant deux tracts dont aucun ne mentionnait, ni encore moins ne condamnait, les magouilles criminelles au Liban du gouvernement Chirac/de Villepin, dont la résolution 1559 de l'ONU (en commun avec les USA) a jeté les bases pour l'attaque israélienne.

Seule la création d'une fédération socialiste regroupant les peuples de langue hébraïque, persane, kurde, arabe et autres, sunnites et chiites, chrétiens et musulmans, pourra apporter la paix dans la région. Elle ne verra le jour qu'à travers une série de révolutions ouvrières dirigées par des partis prolétariens multiethniques, tant au Proche-Orient que dans les centres impérialistes de l'Europe, des Etats-Unis et du Japon. C'est ce à quoi s'adonnent toutes les sections de la Ligue communiste internationale. *Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !* ■

A bas la censure antipalestinienne à l'université de Rouen !

La lettre de protestation suivante a été envoyée le 13 juin par nos camarades de Rouen à Jean-Luc Nahel, président de l'université de Rouen.

* * *

Monsieur,

Par la présente, la Ligue trotskyste de France tient à protester avec véhémence contre la censure que vous avez exercée à l'encontre de l'exposition de photos et de peintures « Palestine, illusion ou réalité ? », organisée par l'association France Palestine solidarité, en mai 2006. Sous le misérable prétexte que les photos et peintures étaient trop brutales. Car trop réelles.

La Ligue communiste internationale (LCI) et sa section française, la LTF, se posent en fervents défenseurs du peuple palestinien contre l'oppression sioniste, et sont connues pour leur perspective de Fédération socialiste du Proche et du Moyen-Orient, qui seule permettra une juste solution pour le peuple palestinien ainsi que pour le peuple de langue hébraïque. L'oppression des Palestiniens est suivie par beaucoup de jeunes en France issus de l'immigration maghrébine notamment, qui y voient le reflet de leur propre oppression raciste ici.

Cette censure politique intervient quelques semaines après votre dépôt de plainte contre trois représentants de l'UNEF. Votre manœuvre, déjouée par la mobilisation des syndicats et des étudiants, visait tous ceux qui s'étaient

mobilisés contre le Contrat première embauche (CPE), mais aussi, dans une plus large mesure, les jeunes des banlieues. De même, votre administration est notoirement connue parmi les étudiants pour avoir pris position contre la présence de jeunes femmes voilées, en mars dernier, lors de l'exposition de l'association des Etudiants musulmans de France, exposition consacrée à la culture arabe. Pour sa part, tout en soutenant que le voile symbolise l'oppression de la femme, la LTF s'est toujours opposée aux expulsions racistes des jeunes filles voilées dans les écoles.

Toutes ces attaques s'ajoutent à votre action en vue de l'implantation dans les universités rouennaises du système LMD, conçu par Claude Allègre sous le gouvernement Jospin-Bufferet ; système qui, les étudiants le savent, a renforcé les critères de sélection, augmentant la ségrégation sociale et raciale. Ces attaques montrent à l'évidence que le rôle de l'administration de l'université est l'application de la politique anti-ouvrière raciste de l'Etat français. C'est pourquoi nous, marxistes de la LTF, nous sommes toujours opposés à la présence des représentants de l'administration universitaire dans les assemblées générales d'étudiants, de professeurs ou du personnel IATOS.

Veillez, monsieur le président de l'université, recevoir, etc.

Lenny

Liban...

Suite de la page 1

L'objectif de cette force impérialiste de l'ONU et des 1 700 soldats français supplémentaires est de tenter d'accomplir ce que l'armée israélienne n'a pas pu faire – la neutralisation du Hezbollah et de ses combattants. Les impérialistes français, les anciens maîtres coloniaux du Liban, cherchent à tirer parti de l'insécurité et de la dévastation qu'ils ont directement contribué à alimenter afin de se réinsérer dans leur ancienne colonie et assurer la poursuite de l'exploitation des richesses de la région, notamment le pétrole. Il est certain que leur engagement de près de 4 000 soldats n'a rien à voir avec des préoccupations humanitaires, de même que le déploiement de troupes françaises en Côte d'Ivoire ou en Afghanistan signifie la poursuite de l'oppression brutale des peuples là-bas. Nous exigeons le retrait immédiat et complet de toutes les troupes israéliennes du Liban, et nous disons : **Troupes françaises, de l'ONU, hors du Liban immédiatement ! Bas les pattes devant l'Iran et la Syrie ! Troupes françaises, hors d'Afrique, d'Afghanistan et des Balkans !**

Pendant que les sionistes faisaient leur massacre au Liban, ils continuaient aussi leur répression meurtrière dans les territoires occupés. 200 Palestiniens ont été tués depuis la capture en juin d'un soldat israélien. Des dizaines de représentants du gouvernement et du Parlement palestiniens, membres du Hamas, sont emprisonnés. Pendant ce temps plusieurs puissances impérialistes et l'Union européenne, en plus d'Israël, poursuivent un embargo qui étrangle les Palestiniens en punition de l'élection du Hamas au gouvernement en janvier. **Défense du peuple palestinien ! A bas l'embargo ! Toutes les troupes israéliennes et tous les colons, hors des territoires**

occupés – la bande de Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem-Est et le plateau du Golan !

Lors du récent conflit au Liban nous avons appelé à la défense militaire du Hezbollah, tout en maintenant notre opposition politique à cette organisation intégriste islamique réactionnaire. Nous soulignons : « Les innombrables peuples du Proche-Orient ne connaîtront pas la paix, la prospérité ou la justice tant que l'ordre capitaliste dans la région n'aura pas été renversé par une série de révolutions socialistes. » La gauche réformiste dans le monde, qui s'oppose à cette perspective marxiste, a donné un soutien ouvert ou caché aux forces impérialistes de « maintien de la paix ».

Pendant toute l'offensive, le Parti communiste (PC) a soutenu sans faille le gouvernement Chirac. Son seul reproche était que ce dernier n'avait pas agi assez rapidement contre ses rivaux américains, et qu'il n'avait pas suffisamment réagi concernant le sort du peuple palestinien. Quand Chirac a annoncé le déploiement de 2 000 soldats pour la force de police de l'ONU, Marie-George Buffet a eu pour réponse : « Je me félicite de la réponse que le président a apportée ce soir [...]. Je suis satisfaite que la France s'engage dans cette force. » Cette prostration devant les intérêts impérialistes de la France à l'étranger est encore une fois une indication que, s'ils entrent dans un nouveau gouvernement capitaliste l'année prochaine, ils serviront à nouveau, tout comme ils l'ont fait sous de Gaulle, Mitterrand et Jospin, leur propre bourgeoisie contre ses rivaux capitalistes, et ce sont les travailleurs, les immigrés et les couches les plus vulnérables de la société qui paieront. Comme ils l'ont prouvé à de nombreuses reprises, il n'y a pas d'autre manière d'administrer le système capitaliste.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a adopté une posture différente du PC ; souvent dans les manifestations à

Trotsky sur le conflit italo-éthiopien de 1935-1936



Maxton et autres pensent que la guerre italo-éthiopienne était « un conflit entre deux dictateurs rivaux ». Il semble à ces politiciens que ce fait dispense le prolétariat de son devoir de choisir entre ces deux dictatures. Ainsi définissent-ils le caractère de la guerre par la *forme* politique de l'Etat, en abordant eux-mêmes cette forme politique de façon superficielle et purement descriptive, sans prendre en considération les

bases sociales de ces deux « dictatures ». Un dictateur peut également jouer dans l'histoire un rôle très progressif, par exemple Olivier Cromwell, Robespierre, etc. En

revanche, au cœur même de la démocratie anglaise, Lloyd George a exercé pendant la guerre une dictature au plus haut point réactionnaire. Si un dictateur se plaçait à la tête du prochain soulèvement du peuple indien pour briser le joug britannique – Maxton lui refuserait-il son appui ? Oui ou non ? Si non, pourquoi refuse-t-il de soutenir le « dictateur » éthiopien qui tente d'écarter le joug italien ?

Si Mussolini l'emporte, cela signifiera le renforcement du fascisme, la consolidation de l'impérialisme et le découragement des peuples coloniaux en Afrique et ailleurs. La victoire du Négus, en revanche, constituerait un coup terrible pour l'impérialisme dans son ensemble et donnerait un élan puissant aux forces rebelles des peuples opprimés. Il faut vraiment être complètement aveugle pour ne pas le voir.

– Trotsky, avril 1936

Vu la position de Lutte ouvrière sur le Liban, on peut douter que LO aurait été d'accord avec Trotsky.

Paris contre la terreur israélienne ils sont apparus comme étant pro-Hezbollah. Contrairement au PC, ils s'opposent explicitement à la résolution 1559 de l'ONU qui demande le désarmement du Hezbollah. Cependant la LCR partage la même préoccupation que le PC (et que le gouvernement) que la France ne soit dupe des Israéliens et des Américains, et qu'elle ne se retrouve attirée dans un bourbier : « Il n'est pas question que le Liban devienne un nouvel Afghanistan avec l'implantation de contingents militaires issus de l'OTAN, se drapant dans le drapeau de l'ONU pour servir de supplétifs à la guerre menée par les USA » (communiqué de la LCR, 17 août).

La LCR et le PC ont cosigné un appel pour la manifestation du 12 août à Paris où ils « s'adressent solennellement au président de la République et au gouvernement français, afin qu'ils condamnent sans équivoque l'agression en cours, qu'ils agissent sans délai en faveur d'un cessez-le-feu sans conditions », et réclament de la part des autorités et gouvernements de l'Union européenne « des sanctions contre le gouvernement israélien ». Ces pseudo-socialistes font la promotion des dirigeants impérialistes en les présentant comme une force pour la paix, alors qu'ils font tous les jours la guerre contre les immigrés et les populations musulmanes avec des rafles, des déportations, la terreur policière de Vigipirate, etc. Ce sont eux qui ont découpé le Proche-Orient de sorte qu'y règnent les bains de sang interethniques et religieux. Ils ont massacré des millions de personnes dans leurs anciennes colonies. Maintenant les réformistes ont le « cessez-le-feu » qu'ils avaient demandé, sous forme d'une force de « maintien de la paix », la plus grande de l'histoire de l'Union européenne.

Dans *Rouge* du 31 août la LCR appelle au retrait des troupes françaises du Liban, tout en demandant à nouveau « des sanctions contre le gouvernement israélien », dont on ne peut que présumer que c'est aux puissances impérialistes de la mettre en œuvre. Cependant la LCR n'a pas capitulé qu'à sa propre bourgeoisie dans ce conflit. Elle s'est aussi en partie tournée vers le Hezbollah comme une force pour le changement au Proche-Orient. Ainsi ils ont publié dans *Rouge* (27 juillet) sans la moindre critique une déclaration de leur groupe libanais disant : « La dernière opération durant laquelle les commandos du Hezbollah réussirent à capturer

deux soldats israéliens [...] fut, en fait, le seul geste de vraie solidarité avec la lutte du peuple paléstinien » (la coupure est de *Rouge*) et « La bataille actuelle dans laquelle nos masses se trouvent obligées de s'engager contre l'agression israélienne, et contre les alliés impérialistes occidentaux d'Israël exige, avant tout, de dépasser le caractère confessionnel pur de la résistance actuelle, [...] dans une atmosphère d'entente et de coordination profondes avec la résistance islamique. »

C'est l'ABC du marxisme de lutter pour l'indépendance politique la plus complète du prolétariat vis-à-vis de toutes les forces et classes sociales non prolétariennes, dont fait partie sans aucun doute le Hezbollah anti-femmes et antisémite. Nous étions pour la défense militaire du Hezbollah parce qu'une victoire israélienne aurait accru l'oppression des masses libanaises, renforcé la main des sionistes contre les Palestiniens et favorisé les desseins des impérialistes dans la région. Dans les manifestations ici en France, tout en insistant sur notre défense militaire du Hezbollah contre l'attaque sioniste, nous avons en même temps souligné notre opposition politique au Hezbollah, au Hamas et à toutes les forces intégristes islamiques : l'autorité accrue du Hezbollah représente une menace mortelle pour les femmes, les chrétiens, les Druzes, les sunnites, ainsi que pour les chiites que le Hezbollah considère comme « mécréants ». Loin d'être une expression d'anti-impérialisme, la montée de mouvements islamistes de masse reflète le désespoir face à une oppression brutale.

Quant à Lutte ouvrière (LO), la capitulation devant des forces intégristes islamiques n'est pas depuis 25 ans la source de leur collaboration de classes. Comme le fait remarquer notre tract, au début de l'offensive israélienne contre Gaza et ensuite le Liban, LO a boycotté les manifestations, tout au moins à Paris, du fait qu'ils renvoyaient dos à dos les forces du Hezbollah (et du Hamas) et celles des sionistes dans ce conflit militaire. Mais comme le carnage se poursuivait, la direction de LO a changé de posture et LO a participé aux manifestations, attaquant leur position antérieure de tirer un trait d'égalité entre les deux côtés (« Mais tout parallèle entre les bombardements israéliens et les roquettes tirées par le Hezbollah relève d'une parfaite hypocrisie », déclarait l'éditorial d'Arlette Laguiller dans *Lutte Ouvrière*, 4 août).

Cependant LO n'a jamais dans ce conflit pris le côté militaire des forces du Hezbollah contre Tsahal. Cela représente pourtant une position léniniste élémentaire d'internationalisme prolétarien : mobiliser en urgence la classe ouvrière ici, aux USA et ailleurs dans des actions concrètes de solidarité avec les masses palestiniennes et libanaises assiégées – par exemple en refusant de charger des livraisons de matériel militaire à Israël et en organisant une aide matérielle aux Palestiniens. On ne peut réaliser cette perspective qu'en mobilisant les travailleurs **contre leur propre classe dirigeante.**

Ce qu'il faut au Proche-Orient, comme le souligne notre tract, c'est forger des partis ouvriers révolutionnaires internationalistes à travers une lutte irréconciliable contre le nationalisme bourgeois et petit-bourgeois et contre toutes les formes d'intégrisme religieux. Ici et ailleurs dans le monde, nos sections luttent pour forger de nouveaux partis ouvriers marxistes qui s'engagent à lutter pour de nouvelles révolutions d'Octobre – la seule voie pour débarrasser le monde de la guerre impérialiste, de l'oppression nationale et de l'exploitation capitaliste.

Nous reproduisons ci-après le tract de la LTF du 23 juillet.

* * *

USA, France, ONU, bas les pattes devant le Liban, la Syrie, l'Iran ! A bas l'attaque sioniste contre le Liban et la bande de Gaza !

Alors que les troupes israéliennes sont prêtes à envahir le sud du Liban, les bombardements sionistes incessants sont en train de réduire en décombres de vastes zones du pays. Au moins 350 civils ont été tués, l'infrastructure du pays est en ruines, et Beyrouth se fait à nouveau dévaster. Sur une population de moins de quatre millions de personnes, 500 000 personnes ont été déplacées. En même temps le pouvoir sioniste continue à se déchaîner de façon meurtrière contre les Palestiniens dans la bande de Gaza, où il bombarde des zones densément peuplées ; des dizaines de personnes ont été tuées. Les dirigeants sionistes ont une mentalité qu'ils sont une race supérieure, ce qui leur dicte de tuer vingt Arabes pour chaque Israélien tué, qu'il soit civil ou militaire. Les impérialistes américains sont derrière Israël ; ils lui ont donné le feu vert tout en poursuivant leur propre occupation meurtrière de l'Irak et en battant le tambour de guerre contre la Syrie et l'Iran.

Et les impérialistes français sont également jusqu'au cou dans ce massacre. C'est leur résolution 1559 de l'ONU, qu'ils ont concoctée ensemble avec les USA, et qui demande le désarmement des milices du Hezbollah et le retrait des troupes syriennes, qui a dans une large mesure pavé la voie à l'attaque sioniste actuelle. Cela à lui tout seul souligne la futilité des appels aux impérialistes ou aux Nations Unies pour qu'ils viennent en aide au Liban ou aux Palestiniens, comme par exemple le soutien du PCF aux initiatives de Chirac pour

En 1982 déjà les légionnaires français débarquaient à Beyrouth, accueillis par le général sioniste Ariel Sharon (à droite sur la photo). Avec des Marines américains et des bersaglieri italiens ils ont désarmé les combattants palestiniens, pavant la voie au massacre de 2 000 civils dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila par des tueurs à la solde d'Israël.



un « corridor humanitaire » (éditorial de *l'Humanité*, 21 juillet), ou les appels de la LCR (déclaration du 17 juillet) disant que « des sanctions politiques et économiques contre l'Etat d'Israël s'imposent » – à mettre en œuvre par qui, sinon par l'impérialisme français entre autres ? Ces réformistes ne peuvent imaginer autre chose que de se tourner vers les impérialistes. **Les innombrables peuples du Proche-Orient ne connaîtront pas la paix, la prospérité ou la justice tant que l'ordre capitaliste dans la région n'aura pas été renversé par une série de révolutions socialistes.**

Le général de corps d'armée israélien Dan Halutz a déclaré de façon menaçante qu'Israël allait « faire revenir le Liban en arrière de vingt ans » : c'est une menace de dévastation totale rappelant la guerre civile de 1975-1990. Israël a rappelé des milliers de réservistes, et ses troupes ont déjà fait plusieurs incursions dans le Sud-Liban où elles affrontent une résistance farouche des forces du Hezbollah. Il est remarquable que, dans l'atmosphère d'hystérie chauvine attisée par le gouvernement israélien, environ 2 000 personnes aient manifesté à Tel-Aviv le 16 juillet contre l'attaque visant le Liban. Nous, trotskystes de la Ligue communiste internationale, nous défendons militairement le Hezbollah contre la machine de guerre israélienne dans ce conflit, tout en maintenant notre opposition politique à cette organisation islamiste réactionnaire. **Israël, hors du Liban, de la bande de Gaza et de tous les territoires occupés ! Défense du peuple palestinien !**

Cette nouvelle offensive d'Israël se produit dans le contexte de l'occupation US meurtrière de l'Irak, qui a provoqué et déchaîné un bain de sang interethnique et religieux. D'après un récent rapport de l'ONU concernant l'Irak, rien qu'au mois de juin plus de 3 000 civils ont été tués – cela fait 100 par jour. Et maintenant les impérialistes, avec Chirac fermement au côté de Bush, augmentent les bruits de bottes contre la Syrie et l'Iran en prétendant qu'ils sont le vrai pouvoir qui se tient derrière le Hezbollah. En cas d'attaque visant la Syrie ou l'Iran, qu'elle soit le fait des USA ou d'autres forces impérialistes, ou d'Israël agissant pour le compte de ces derniers, il est du devoir du prolétariat du monde de se prononcer pour la défense militaire de l'Iran et de la Syrie, sans donner de soutien politique ni à la dictature baasiste de Damas, ni au régime réactionnaire des mollahs de Téhéran. Face au chantage nucléaire impérialiste, nous disons que l'Iran a besoin d'armes nucléaires et de systèmes de missiles

adéquats pour se défendre et pour dissuader les impérialistes d'attaquer. De plus, dans le cadre de notre défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier déformé nord-coréen, nous soutenons le fait que ce pays développe et teste des armes nucléaires et des missiles. ***Bas les pattes devant la Syrie et l'Iran ! Aucune sanction de l'ONU contre la Corée du Nord ! USA, hors d'Irak ! France, hors d'Afghanistan, du Proche-Orient et d'Afrique !***

Israël et les USA déclarent que leur objectif est de désarmer et d'écraser le Hezbollah. Et les Français se positionnent pour faire une partie du travail. Cela ne pourra en fin de compte se réaliser qu'en annihilant la population chiite plébéienne du Sud-Liban, qui est l'une des plus grandes minorités parmi les nombreuses communautés mutuellement hostiles de ce pays. Loin d'être une nation, le Liban est un petit pays artificiel qui a été découpé de la Syrie par les impérialistes français après la Première Guerre mondiale. Afin de diviser pour mieux régner, la France avait créé l'entité qu'elle appelait le « Grand Liban » en annexant des régions musulmanes de Syrie à celle du Mont-Liban, qui était peuplée d'une majorité chrétienne. Ils avaient ainsi créé en connaissance de cause un Etat qui devait par sa construction être marqué par des conflits entre les communautés, ce qui justifierait leur force impériale de « maintien de paix » et leur influence plus largement dans la région. La guerre civile qui a ravagé le Liban pendant une quinzaine d'années à partir de 1975, avec plus de 150 000 morts, n'a été que l'expression la plus sanglante de ces conflits intercommunautaires qui ont toujours tourmenté le pays.

Quand le gouvernement de Beyrouth, qui est arrivé au pouvoir l'année dernière avec le soutien de Washington et Paris, a fait appel à la « communauté internationale » pour réfréner Israël, l'impérialisme français a sans conviction décrit l'attaque meurtrière comme « excessive » et « disproportionnée ». Depuis, Chirac parle de plus en plus d'un accord de paix humanitaire, consistant pour l'essentiel en un cessez-le-feu immédiat, et encore une fois une force de « maintien de la paix » soutenue par l'ONU pour occuper le Sud-Liban. Chirac a déjà promis que les troupes françaises étaient prêtes à jouer un rôle central. L'armée française a déjà massé des navires de guerre et des troupes d'élite près du Liban, sous couvert de rapatrier les citoyens français. ***Non à une intervention française, de l'Union européenne ou de l'ONU !*** Les propositions de Chirac représentent simplement une tentative de la France pour utiliser le bain de sang – causé en grande partie par la résolution 1559 de l'ONU – pour se réinsérer dans son ancienne colonie et pour essayer à nouveau de regagner de l'influence au Proche-Orient riche en pétrole.



Workers Vanguard

Nos camarades américains protestent à New York le 29 juillet contre l'attaque israélienne visant le Liban.

Prenez garde aux illusions dans l'ONU, une caverne des brigands impérialistes et de leurs victimes ! C'était l'ONU qui avait voté (avec l'approbation de l'URSS de Staline) la partition de la Palestine et la création de l'Etat sioniste raciste d'Israël. De la guerre de Corée aux sanctions de famine contre l'Irak de Saddam Hussein, l'ONU a toujours servi d'instrument pour les déprédations impérialistes de par le monde. C'était l'ONU, avec un important contingent de troupes françaises, qui avait désarmé les combattants palestiniens pendant la sanglante guerre civile libanaise ; ils ont ainsi créé les conditions pour le massacre de 2 000 civils en 1982 dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila par des forces chrétiennes d'extrême droite dirigées par les troupes israéliennes sous la direction du boucher Ariel Sharon, qui est maintenant dans le coma.

En ce qui concerne la soi-disant « opposition » en France, le Parti socialiste a déclaré ouvertement son soutien aux dirigeants israéliens : « nous pensons que la réaction est légitime de la part du gouvernement israélien, au regard du fait qu'il y a eu agression » (déclaration de Julien Dray, 17 juillet). Pendant ce temps le PC, qui a déjà annoncé son intention de mobiliser le soutien pour le PS au deuxième tour des élections présidentielles de l'année prochaine, a adopté une posture ultra-gaulliste. Sa première réaction était de se lamenter que la France était trop dans le sillage des USA au lieu de s'opposer à eux comme en 2003 contre la guerre de Bush en Irak. Mais la politique de Chirac était à l'époque (comme aujourd'hui) dictée par les intérêts du capitalisme français tels qu'il les voyait, et aucunement par ceux des masses opprimées du Proche-Orient. A cette époque le soutien éhonté du PCF et de la LCR au gouvernement Chirac, pour qui ils venaient de voter, sur la question de l'Irak avait cimenté, qu'ils le veuillent ou non, l'« unité nationale » dont avaient besoin Chirac et Sarkozy pour envoyer des milliers de troupes en Côte d'Ivoire, remettre en route les déportations de sans-papiers par charters entiers à la veille de la guerre, et ensuite à la fin de la guerre pour mener l'attaque contre toute la classe ouvrière française sur la question des retraites.

Lutte ouvrière s'est abstenue de faire de misérables demandes aux impérialistes comme le PC et la LCR, mais n'a pas non plus participé jusqu'à présent à aucune des manifestations à Paris contre l'attaque de Gaza et du Liban. On peut présumer que cela a à voir avec leur refus de prendre un

Ligue trotskyste de France

Paris

Le Bolchévik

BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik

BP 240

76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

Nouvelle adresse e-mail : ltfparis@hotmail.com

côté militaire avec les forces du Hezbollah contre Tsahal, et avec leur tendance à renvoyer dos à dos les islamistes du Hezbollah et du Hamas avec les sionistes : « Evidemment, les dirigeants du Hamas et du Hezbollah n'ont rien à envier aux dirigeants israéliens. Leurs actions terroristes ne servent pas la cause de leur propre peuple » (*Lutte Ouvrière*, 21 juillet). L'« antiterrorisme » de LO va de pair avec son soutien très actif à la loi du gouvernement contre le foulard islamique dans les collèges en France, et avec son refus constant de s'opposer au quadrillage policier raciste de Vigipirate, qui fait la chasse aux jeunes des banlieues à la peau foncée sous couvert de lutte contre le « terrorisme islamique ». **A bas Vigipirate !**

Les révolutionnaires doivent prendre le côté militaire du Hezbollah, attaqué par tous les impérialistes qui sont du côté des sionistes alors que ceux-ci essaient de rayer de la carte les Palestiniens. Cela ne veut pas dire que, comme le groupe Agir contre la guerre, dirigé par une tendance à l'intérieur de la LCR associée au Socialist Workers Party (SWP) de feu Tony Cliff en Grande-Bretagne, nous enjolivions le Hezbollah comme un « mouvement de résistance nationale ». Depuis des années les cliffistes considèrent que l'intégrisme islamique montant « a contribué à une renaissance du sentiment anti-impérialiste, à travers le filtre de la religion » (*Socialist Review*, février 1992). L'intégrisme islamique, avec ses attentats-suicide et ses massacres contre d'autres communautés, n'est pas la solution pour les masses du Proche-Orient.

Pendant la période de la guerre froide contre l'Union soviétique, l'impérialisme (et Israël vis-à-vis du Hamas) avait alimenté la croissance de la réaction islamiste comme contrepoids au communisme et au nationalisme laïc. Cela s'est exprimé de la façon la plus claire dans les milliards versés par les USA aux assassins *moudjahidin* assoiffés de sang qui se battaient contre les troupes soviétiques en Afghanistan dans les années 1980. Nous avons dit à l'époque « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan », et nous avons appelé à l'extension des acquis de la Révolution d'octobre 1917 aux peuples afghans. Nous avons condamné le retrait soviétique d'Afghanistan ordonné par Gorbatchev en 1989 ; ce retrait voulait dire abandonner à leur sort les femmes et les travailleurs d'Afghanistan et capituler à l'impérialisme, une capitulation qui a ouvert la voie à la contre-révolution en Union soviétique même. Le fait qu'aujourd'hui des millions d'Arabes perçoivent les intégristes islamiques comme les meilleurs combattants contre l'impérialisme et le sionisme est en soi une mise

en accusation de la banqueroute politique du nationalisme arabe et du stalinisme. C'est aussi un indice du climat politique réactionnaire introduit par la contre-révolution capitaliste en URSS en 1991-1992.

La domination capitaliste, qui attise les divisions nationales, ethniques et religieuses, alimente le bain de sang incessant qui caractérise le Proche-Orient. Les « plans de paix » annoncent l'un après l'autre de nouveaux massacres et une misère encore accrue pour les Palestiniens, et chaque proclamation pour la « démocratie » sert de couverture à l'occupation impérialiste sanglante et à des bains de sang intercommunautaires. Il est clair qu'il n'y aura aucune solution équitable aux revendications incompatibles des peuples de la région tant que le pouvoir de la bourgeoisie ne sera pas renversé et qu'il ne sera pas mis fin au joug impérialiste. C'est notamment le cas en ce qui concerne le droit d'autodétermination tant pour le peuple palestinien arabe que pour le peuple de langue hébraïque.

La lutte pour le pouvoir prolétarien au Proche-Orient comprend, et c'est crucial, la destruction de l'Etat-garnison sioniste de l'intérieur, par une révolution ouvrière arabe/hébraïque. Pour cela il faut absolument forger des partis ouvriers marxistes dans tout le Proche-Orient pour unifier le prolétariat – arabe, persan, kurde et hébraïque, sunnite et chiite, musulman et chrétien – dans une lutte contre l'impérialisme et contre les sionistes, les mollahs, les cheiks et autres dirigeants capitalistes. De tels partis, des sections d'une Quatrième Internationale reforgee, sont essentiels pour que le prolétariat rompe avec l'intégrisme et avec toutes les formes de nationalisme, dans une lutte pour une fédération socialiste du Proche-Orient.

La conquête du pouvoir par le prolétariat au Proche-Orient n'achèvera pas la révolution, elle ne fera que la débiter en changeant le cours du développement social. Mais on ne pourra consolider un tel développement social que par l'extension internationale de la révolution, notamment aux centres impérialistes avancés et industrialisés. Pour défendre ceux qui sont sous le joug de l'impérialisme de par le monde, il faut poursuivre la lutte de classe aux USA, en France et dans d'autres centres impérialistes, en orientant la classe ouvrière vers la lutte pour le pouvoir. La LTF, section française de la Ligue communiste internationale, se dédie à la lutte pour forger un parti ouvrier révolutionnaire pour diriger le prolétariat multiethnique pour balayer l'impérialisme français par la révolution socialiste. ■

Meeting/débat de la LTF

**ONU, troupes françaises,
israéliennes hors du Liban !**

**Pour une fédération socialiste
du Proche-Orient !**

Jeudi 26 octobre, 19h30

au CICP, 21 ter rue Voltaire,
75011 Paris
(Métro Rue des Boulets)

Assistez à notre série de cours marxistes :

- 21 septembre De la guerre à la révolution :
la Révolution russe d'octobre 1917
- 12 octobre Libération des femmes
par la révolution socialiste !
- 9 novembre Cronstadt, 1921 :
bolchévisme ou contre-révolution

à 19h30, au CICP,
21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
(Métro Rue des Boulets)

Mobilisations ouvrières...

Suite de la page 32

ont cyniquement chevauché ces mobilisations pour se refaire une virginité après 14 ans d'austérité et de racisme sous Mitterrand. Une fois réélus en 1997, les sociaux-démocrates ont à peine régularisé 70 000 sans-papiers (soit la moitié de ceux qui en avaient fait la demande) et la loi Chevènement a aggravé l'arsenal répressif contre les organisations d'aide aux sans-papiers, pendant qu'avec ses campagnes sécuritaires (« loi de sécurité quotidienne ») et le renforcement de Vigipirate en septembre 2001 le gouvernement Jospin aggravait la terreur raciste contre les jeunes des banlieues.

Mais quand on écoute les dirigeants du PS aujourd'hui il semble que même 70 000 régularisations c'est encore trop. Alors qu'à l'été se profilait la déportation en masse des familles ayant des enfants scolarisés, et que le Réseau éducation sans frontières mobilisait, Sarkozy a sorti une circulaire que les réformistes se sont empressés d'accepter comme cadre de leurs revendications. Au fond ils ne demandaient pas plus que la régularisation de toutes les familles qui en ont fait la demande, soit de l'ordre de 50 000 personnes. Pendant ce temps Sarkozy déporte environ 2 000 personnes par mois, et il a mis au défi Ségolène Royal du PS de demander la régularisation de tous les sans-papiers, parce qu'il sait qu'elle n'en a nullement l'intention ; il a ainsi déclaré : « Je veux une immigration choisie, je dis que ceux qui n'ont pas de papiers n'ont pas vocation à rester en France. Si Mme Royal pense l'inverse, qu'elle le dise aux Français. Il y a des limites à la démagogie et à l'irresponsabilité » (*L'Humanité*, 21 août). A la limite ce qui inquiète les sociaux-démocrates c'est la mauvaise image que donne la chasse aux sans-papiers et le pillage des cerveaux à la France dans son ancien empire colonial et ailleurs, alors qu'elle se prétend « pays des droits de l'homme » pour pousser ses intérêts impérialistes.

Comme nous le soulignons dans la Déclaration de principes de la Ligue communiste internationale :

« Le capitalisme moderne, c'est-à-dire l'impérialisme, qui s'étend dans tous les recoins de la planète, importe dans le prolétariat, au plus bas de l'échelle, au cours de la lutte des classes et en fonction des besoins de l'économie, de nouvelles sources de régions du monde plus pauvres et moins développées, des ouvriers qui ont peu de droits et dont on considère qu'on peut plus facilement se débarrasser en périodes de récession économique. Ainsi le capitalisme crée continuellement de nouvelles couches parmi les ouvriers ; en même temps, il rassemble et mélange les ouvriers de nombreux pays différents. Partout, les capitalistes, avec la complicité des opportunistes de l'aristocratie ouvrière, essaient d'empoisonner la conscience et la solidarité de classe parmi les ouvriers en fomentant des divisions religieuses, nationales et ethniques. L'avant-garde prolétarienne se trouve ainsi confrontée à la tâche nécessaire de lutter pour l'unité et l'intégrité de la classe ouvrière contre le chauvinisme et le racisme. »

— *Spartacist* édition française n° 32, printemps 1998

C'est pourquoi nous exigeons que tous ceux qui sont ici aient les pleins droits de citoyenneté et nous nous battons contre toutes les discriminations à leur encontre.

A bas les campagnes racistes contre les jeunes des banlieues !

En fait aujourd'hui le racisme et la discrimination s'exercent de façon exacerbée contre les jeunes des banlieues, dont la plupart ont grandi ici et sont citoyens français. Et là le moins qu'on puisse dire c'est que la « gauche » ne se presse

pas pour défendre ces jeunes. Pendant la révolte des banlieues il y a un an contre la terreur raciste des flics, le premier réflexe du PS était même d'approuver l'état d'urgence de Villepin-Sarkozy, et le PC soutenait le rétablissement de l'ordre. Y compris LO a signé l'appel de la Ligue des droits de l'homme au rétablissement de l'ordre, avant de se rétracter mollement en qualifiant cette trahison d'« anerie bien sûr, mais mineure » (voir notre article dans *le Bolchévik*, juin).

Pendant la lutte contre le CPE les bureaucrates syndicaux, soutenus notamment par Lutte ouvrière, ont collaboré ouvertement avec les flics de Sarkozy contre les jeunes des banlieues, au nom de la lutte contre les « casseurs » (voir notre tract du 29 mars ainsi que notre supplément d'avril). Les procès contre les jeunes se poursuivent aujourd'hui ; des centaines de jeunes ont été condamnés, et maintenant Sarkozy soumet au Parlement une nouvelle loi contre la délinquance, pour renforcer la répression contre les jeunes.

Nous nous opposons à toutes ces mesures, de même que nous sommes connus pour notre opposition à Vigipirate, car elles renforcent l'appareil répressif de la bourgeoisie, d'abord contre les jeunes mais plus fondamentalement contre la classe ouvrière et l'ensemble des opprimés. L'Etat consiste au fond en des détachements d'hommes armés (l'armée, la police, les gardiens de prison), qui ont de par la loi le monopole de la violence, et qui l'exercent dans le but de maintenir par la force ce système d'exploitation capitaliste et d'oppression raciste. Ce système est basé sur l'antagonisme fondamental entre les ouvriers et les capitalistes : les capitalistes exploitent les ouvriers pour en extraire des profits, et les réformistes mentent quand ils font croire, depuis Jaurès, que l'on peut réformer et faire marcher le capitalisme dans l'intérêt des travailleurs. Le fait que les bureaucrates syndicaux acceptent et même désirent syndiquer les flics, les matons et les vigiles, est en soi une expression de leur dévouement à la collaboration de classes avec les capitalistes, et donc au maintien de ce système pourri : c'est une expression de leur *réformisme. Flics, vigiles et matons, hors des syndicats !*

Le « front populaire » à « gauche de la gauche »

Au niveau parlementaire en France la collaboration de classes s'exprime généralement par des blocs politiques des partis ouvriers réformistes, comme le PS et le PCF, qui ont des liens organiques avec la classe ouvrière au travers notamment de la bureaucratie syndicale, avec des partis ou des individus qui, ne faisant pas partie du mouvement ouvrier, représentent la bourgeoisie. De tels blocs politiques sont des « fronts populaires », dissolvant la classe ouvrière dans « la gauche », et en fait l'enchaînant ainsi à sa propre bourgeoisie pour l'empêcher de la renverser. Le Front populaire de 1936 comprenait ainsi une alliance avec le Parti radical-socialiste, le principal parti de la bourgeoisie impérialiste française « éclairée » à l'époque, et ce sont les radicaux qui définissaient la limite du programme du Front populaire ; le PCF se cachait derrière cette alliance pour justifier le programme capitaliste du Front populaire. En 1944 le PCF a carrément fait un front populaire avec de Gaulle pour sauver le capitalisme français discrédité par sa collaboration sous Vichy avec les nazis. Dans ces deux cas le PCF a détourné les travailleurs d'une révolution ouvrière dont la possibilité était alors bien palpable.

De même le front populaire de Jospin, la Gauche plurielle, incluait les chevènementistes, les Verts et les radicaux. Le PS est encore largement détesté dans la classe ouvrière pour les avanies du gouvernement Jospin. Le PCF lui-même essaie de

faire oublier qu'il a passé cinq ans loyalement, jusqu'au dernier jour, dans ce gouvernement capitaliste, donc anti-ouvrier et raciste. Les militants du PCF exonèrent Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports de Jospin, alors que c'est justement la présence continue du PC dans le gouvernement qui a découragé bien des protestations.

Face au discrédit du PS et du PCF, la LCR voit une occasion à saisir pour tenter sa chance aux prochaines élections. Elle dit refuser catégoriquement toute alliance avec le PS. Mais la LCR ne s'oppose pas par principe à la collaboration de classes. Elle ne cesse de déclarer qu'elle fait la différence entre la gauche et la droite, ce qui annonce implicitement un appel à voter au deuxième tour des élections présidentielles pour Ségolène Royal ou tout autre candidat du prochain front populaire. « La gauche », cela inclut les partis bourgeois de la « Gauche plurielle » de Jospin, et c'est pourquoi la distinction gauche-droite est une distinction parlementariste et anti-marxiste. Sarkozy lui-même joue avec cela en montrant sans mentir qu'il est sur un certain nombre de points plus « progressiste » que Royal. La vraie distinction à faire, c'est entre les partis ouvriers et les partis bourgeois et lutter pour l'indépendance de classe du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie, au niveau organisationnel et au niveau politique ; mais si l'on se place sur cette base on révèle immédiatement le collaborationnisme de classes des LCR et Cie. Alain Krivine, dirigeant de la LCR, déclare encore dans *Rouge* du 30 août :

« Il est temps que José Bové ou Marie-George Buffet nous disent s'ils sont prêts à refuser de constituer une majorité parlementaire ou gouvernementale avec ces partis [PS et Verts]. C'est la condition pour aller ensemble aux élections et construire un projet commun. »

La LCR renouvelle ainsi son appel à faire un bloc politique non seulement avec le PCF (même pendant la révolte des banlieues, alors que le PC soutenait le rétablissement de l'ordre, la LCR n'a pas cessé de lui faire des avances), mais aussi avec José Bové qui n'a rien d'un militant de la classe ouvrière ; c'est un militant petit-bourgeois, lui-même complètement imbibé de collaborationnisme avec la bourgeoisie au travers d'ATTAC (dont il est membre fondateur) et des forums sociaux (eux-mêmes financés par le gouvernement capitaliste français, la Fondation Ford liée à la CIA, etc. ; voir à ce propos notre article paru dans *le Bolchévik* n° 172, juin 2005). Et la LCR n'a aucun état d'âme non plus à s'allier avec des Verts « de gauche » ou des chevènementistes, comme par exemple pendant le CPE où elle faisait partie du comité « Riposte contre le gouvernement » avec deux groupes chevènementistes (Mars et MRC) : en d'autres termes elle proposait de riposter contre le gouvernement bourgeois, mais avec d'autres bourgeois, pour préparer le front populaire de 2007.

En réponse à la LCR, Bové vient d'écrire à Marie-George Buffet pour lui proposer « une dynamique populaire et citoyenne » pour au second tour « battre la droite et l'extrême droite » (*l'Humanité*, 6 septembre). La LCR avait touché le fond en 2002 quand elle avait appelé à « Dans la rue et dans les urnes – Barrer la route au FN », c'est-à-dire à voter carrément pour Chirac (la LCR ne songeait nullement à barrer la route à Le Pen dans la rue : elle n'a même pas fait mine d'essayer de mobiliser la classe ouvrière pour empêcher une marche lepéniste en plein Paris le Premier Mai 2002, entre les deux tours des élections).

Sur le fond le PCF et la LCR sont désolés que le PS n'ait pas un profil un peu plus gauche qui puisse leur permettre de capituler ouvertement devant lui. Ils avaient espéré qu'avec la victoire du « non » au référendum sur la « Constitution » européenne le PS allait ravalé sa façade du côté gauche, avec

des gens comme Jean-Luc Mélenchon, voire Laurent Fabius. Au lieu de cela on a maintenant la très catholique Ségolène Royal qui promet du sang et des larmes (et une récompense dans l'au-delà).

Si le PS est aussi droitier aujourd'hui, c'est parce que la marge de manœuvre des capitalistes français est de plus en plus étroite. Tant que l'URSS existait et qu'il y avait des chars soviétiques en Allemagne de l'Est, les capitalistes d'Europe de l'Ouest devaient accepter un taux de profit plus bas afin de dissuader leur propre classe ouvrière de lutter pour le pouvoir. Cela s'exprimait sous la forme de toute une série d'avantages sociaux, l'Etat-providence, que les travailleurs avaient pu arracher dans leurs luttes. Maintenant que l'URSS est détruite, les capitalistes ont moins peur d'une révolution ouvrière, et ils essaient de la conjurer une bonne fois pour toutes avec leur propagande mensongère sur la « mort du communisme » qui a démoralisé politiquement la classe ouvrière. En conséquence les capitalistes reviennent sur les concessions antérieures et cherchent à démanteler l'Etat-providence. Le Parti socialiste, qui ne rêve que d'administrer lui-même à nouveau le capitalisme français, doit s'engager auprès de ses maîtres capitalistes qu'il continuera le travail de Chirac-Sarkozy, et celui de Jospin-Buffet avant eux. Tout retard supplémentaire pris dans la course au profit expose les capitalistes français à se faire évincer des marchés mondiaux, dans un contexte de concurrence exacerbée. Et de plus, pour rattraper leur gigantesque retard militaire face aux impérialistes américains, les impérialistes d'Europe de l'Ouest doivent d'abord dégager des ressources supplémentaires, sur le dos des travailleurs, ici et ailleurs dans le monde.

Bien sûr, cela ne veut pas dire que la lutte pour toute réforme est devenue impossible. La lutte contre le CPE a été une victoire, même partielle, et elle a impulsé d'autres luttes de classe en Europe. Mais cela souligne que, tant que le capitalisme est au pouvoir, tous les acquis ouvriers sont hautement réversibles, et en fait sont remis en cause à peine gagnés. Comme l'écrivait Karl Marx il y a 140 ans dans *Salaires, prix et profit* :

« Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure.

« En même temps, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les *conditions matérielles* et les *formes sociales* nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre *conservateur* : "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre *révolutionnaire* : "Abolition du salariat !" »

Cela veut dire lutter pour renverser par une série de révolutions ouvrières dans le monde tout le système capitaliste d'exploitation des travailleurs salariés. C'est sur la base de cette perspective que nous luttons pour construire un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique, faisant partie d'une Quatrième Internationale reforgée, qui conduira les ouvriers à la victoire. ■

Pour des mobilisations ouvrières contre la terreur raciste !

Le 17 août au matin des centaines de flics ont attaqué des familles africaines mal logées, en majorité des femmes et des enfants, pour les expulser de la cité universitaire de Cachan en banlieue parisienne qu'elles occupaient depuis trois ans. Plusieurs dizaines de personnes ont été placées en camp de rétention et les déportations ont commencé. *A bas la rafle de Cachan ! Libération de tous les expulsés interpellés ! Il faut stopper les déportations ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !* Sarkozy annonçait ainsi la couleur pour la rentrée. La violente attaque des flics est un épisode de plus de la terreur raciste que les gouvernements capitalistes, de droite comme de gauche, font régner dans ce pays, du plan Vigipirate en passant par la terreur policière dans les banlieues. Cela ne fait



Fred Dufour/AFP

Le 18 août, les flics attaquent les familles africaines expulsées la veille à Cachan, et qui campaient sur le trottoir.

que souligner que, pour en finir une bonne fois pour toutes avec l'oppression raciste, il faut lutter pour éradiquer le système capitaliste lui-même par une série de révolutions ouvrières, ici et dans le reste du monde et pour instaurer une économie socialiste planifiée à l'échelle internationale.

Nous luttons pour mobiliser la classe ouvrière mult ethnique de ce pays pour arrêter les expulsions de sans-papiers. Les ouvriers, employés, pilotes, etc., des zones aéroportuaires de Roissy et d'Orly, y compris de nombreux jeunes des banlieues, avec le poids du reste de la classe ouvrière derrière eux, ont la puissance d'empêcher les déportations de ces travailleurs qui forment la couche la plus vulnérable de la classe ouvrière. Mais pour cela il faut lutter contre les directions chauvines de la classe ouvrière : celles-ci s'attachent essentiellement à défendre les intérêts économiques étroits de la couche supérieure du prolétariat, largement masculine et d'origine européenne, celle que la bourgeoisie fait mine d'acheter avec quelques miettes et surtout en la dressant contre les travailleurs à la peau plus foncée. C'est pourquoi les mobilisations syndicales ont jusqu'à présent été minimales contre les dernières

**A bas la collaboration de
classes avec la bourgeoisie,
y compris à « gauche
de la gauche » !**

attaques anti-immigrés, alors qu'avec le CPE les directions syndicales avaient fait descendre dans la rue des millions de personnes, faisant reculer le gouvernement.

La rafle de Cachan survient dix ans presque jour pour jour après l'attaque de l'église Saint-Bernard à Paris, où des centaines de flics avaient défoncé les portes à coups de hache pour disperser les sans-papiers qui s'y étaient réfugiés. A l'époque il y a eu des mobilisations massives, y compris des syndicats. Jusqu'à 50 000 personnes défilaient à Paris. Les réformistes

Suite page 30